IMPACT Journalism Day by spark news
Avec les plus grands médias internationaux

L'Orient LE JOUR

IMPACT Journalism Day by spark news
Avec les plus grands médias internationaux

samedi 20 juin 2015

www.lorientlejour.com

Les éditos

Place aux solutions

Chaque jour, nous vous livrons les nouvelles du monde et de la région. Des nouvelles rarement réjouissantes.
Vous apporter ces informations est le cœur de notre métier, vous donner les clés pour (essayer) de comprendre le monde dans lequel vous évoluez, au centre de notre mission.
Nous voyons votre intérêt, votre envie de savoir, de comprendre. Nous sentons aussi, parfois, comme une overdose, un ras-le-bol.
Aujourd'hui, nous vous offrons une parenthèse.
Attention, nous allons toujours vous parler de problèmes mais, cette fois-ci, ce sera pour mettre en exergue des solutions.
Une région manque d'eau ? Pourquoi ne pas moissonner le brouillard ou solidifier la pluie ? Les enfants d'un bidonville veulent faire de la musique ? Pourquoi ne pas leur fabriquer des instruments dignes de ce nom en recyclant la décharge ? La ville nous bouffe, la ville étouffe ? Pourquoi ne pas rêver une cité végétale ? Trop de déchets ? Découvrez le supermarché sans emballages… Certaines algues sont nuisibles ? Vous allez voir qu'elles peuvent aussi être un moyen de lutter contre la pollution. Également au menu de ce supplément, un collège qui transforme des Indiennes ne sachant ni lire ni écrire en quasi-ingénieurs en énergie solaire, ou un programme qui sensibilise les jeunes garçons aux droits de la femme.
Des idées, des initiatives, des solutions… Voilà ce que nous vous proposons dans cette nouvelle édition de l'Impact Journalism Day, un projet monté par Sparknews, une plate-forme en ligne rassemblant des initiatives citoyennes en faveur de la planète.
L'Orient-Le Jour est partenaire de cette initiative pour la promotion d'un journalisme d'impact depuis le début de l'aventure, il y a trois ans. Pourquoi ? Parce qu'il suffirait qu'une des initiatives reproduites dans notre édition spéciale ou dans celles d'un des 45 journaux partenaires trouve écho chez un lecteur, suscite un passage à l'acte, fasse germer une initiative, pour que notre mission soit accomplie.

Émilie SUEUR

L'Orient LE JOUR

Près de 50 titres s'engagent autour des solutions qui changent le monde

Nous nous sentons régulièrement submergés par l'actualité quotidienne souvent catastrophique. Bien sûr, le rôle des médias est de nous informer et de nous alerter, mais lorsque les journalistes relaient aussi les initiatives positives, ils nous inspirent et nous donnent les moyens d'agir.
Nous avons créé Sparknews et l'Impact Journalism Day pour encourager ce journalisme de solutions (ou journalisme d'impact) et ainsi permettre aux médias de relayer plus souvent les histoires positives, porteuses d'espoir et de changement.
Aujourd'hui, 45 grands journaux leaders dans leur pays publient un supplément dédié à l'innovation sociale, pour parler des hommes, des femmes, des entreprises ou des organisations qui, avec leurs initiatives, projets ou inventions ont un impact positif sur la société.
Cette opération unique a pris de plus en plus d'ampleur puisque le nombre de médias partenaires a doublé en deux ans. Le journalisme de solutions semble également correspondre aux attentes des lecteurs : la majorité des journaux ont augmenté leurs ventes lors du dernier Impact Journalism Day et certains nous ont confié avoir rarement reçu autant de retours positifs. Certaines rédactions d'ailleurs ont entamé des sessions de travail pour intégrer cette approche au quotidien.
En septembre, nous réunirons les rédacteurs en chef à Paris pour partager leur expérience de l'Impact Journalism Day et pour coconstruire l'avenir du journalisme de solution.
L'Impact Journalism Day a également un impact sur les projets relayés : investissements, mécénat de compétences, dons et même réplication dans d'autres pays !
Les journalistes s'engagent… et vous ? Aujourd'hui, vous êtes 120 millions de lecteurs à découvrir ces projets inspirants. Et si vous les partagiez autour de vous en offrant par exemple des exemplaires de ce journal ou en relayant les articles sur Internet ?
Vous pouvez également rejoindre la communauté des lecteurs en postant votre selfie avec votre journal sur les réseaux sociaux (#ImpactJournalism, @sparknews, @LorientLeJour). Vous pouvez aussi assister à des sessions de brainstorming organisées par MakeSense pour aider les projets à résoudre leur défi, une occasion de rencontrer d'autres acteurs du changement. Suivez aussi l'Impact Journalism Day sur la page facebook.com/AXA-PeopleProtectors d'AXA, notre partenaire sans qui cette aventure ne pourrait exister.
Enfin, si vous connaissez des projets qui méritent d'être médiatisés, déposez-les sur sparknews.com/ijd
Bonne lecture…

Christian DE BOISREDON

Fondateur de Sparknews/ Impact Journalism Day et Ashoka Fellow

Écrivez-nous :
impact@sparknews.com

spark news
have an impact, share solutions

À Cateura, la musique monte des ordures

L'Orchestre des instruments recyclés, qui a fleuri sur une immense décharge à ciel ouvert du Paraguay, apporte musique et espoir aux enfants d'un bidonville.

Les enfants de l'Orchestre des instruments recyclés, qui a poussé sur une immense décharge au Paraguay. *Photo Landfill Harmonic*

Inès RAMDANE (Sparknews/PARAGUAY)

Bon nombre de gamins du bidonville de Cateura, près d'Asunción, capitale du Paraguay, rêvent de devenir footballeurs ou pop stars. Brandon Cobone a, lui, réussi à échapper à ce triste environnement grâce à un objet plus insolite qu'un ballon de foot et plus étrange qu'un micro : une double basse à la Frankenstein, assemblée de bric et de broc à partir de détritus récupérés dans la décharge voisine qui donne à Cateura son nom et son odeur.

Pris en étau entre la décharge à ciel ouvert et le fleuve Paraguay, le bidonville de Cateura est un amas hétéroclite de bicoques basses, certaines en brique crue, d'autres en tôle ondulée et divers matériaux de récupération. Les égouts s'écoulent dans des allées boueuses criblées de nids-de-poule, remplis d'eau stagnante, et jonchées de détritus lâchés par l'incessante et nauséabonde noria des bennes à ordures. L'air est empli des effluves de la décharge, où les 20 000 et quelques habitants gagnent tant bien que mal leur vie en tant que recycleurs. Et lorsque le fleuve déborde, comme l'an dernier, Cateura est inondé.

Brandon, 18 ans, a grandi dans cet environnement. Il est aussi membre de l'Orchestre des instruments recyclés de Cateura, qui, par la musique, aide les enfants des bidonvilles à acquérir les talents qui leur permettront de bâtir un avenir meilleur.

L'orchestre a été créé un peu par hasard par Favio Chávez, ingénieur écologue et mélomane qui travaillait avec les gancheros, ces personnes qui écument l'immense décharge pour récupérer des matériaux recyclables.

« Tout a commencé par une simple requête », explique-t-il. Ayant appris qu'il était musicien, des gancheros lui ont demandé, en 2006, de donner des leçons à leurs enfants. Chávez se heurte toutefois rapidement à un obstacle : il n'a pas suffisamment d'instruments pour satisfaire tout le monde, et pour ne rien arranger, il arrive que ses élèves, emportés par leur zèle, cassent une guitare ou fêlent un violon.

Face à ce double problème, l'ingénieur mélomane décide de mettre à profit l'unique ressource dont il dispose en abondance : les ordures.

Avec une passoire, un plat en métal et des tuyaux métalliques, Chávez construit un violon. « Mais le son n'était vraiment pas bon », avoue-t-il, ajoutant que les quelques autres instruments, dont une « guitare » découpée dans un bout de bois et munie de quelques cordes, n'étaient pas meilleurs. « Pour apprendre, ça pouvait aller », ajoute-t-il.

Chávez ne veut toutefois pas se contenter de ce pis-aller. Il fait alors appel à l'un des gancheros, Nicolás Gómez, menuisier de son état, pour créer tout un éventail d'instruments ressemblant plus ou moins à des vrais et en ayant également le son.

Aujourd'hui, l'Orchestre des instruments recyclés possède d'improbables variantes de la plupart des instruments d'un orchestre conventionnel, bricolées avec des casseroles, des capsules de bouteilles, des clés…

En 2012, de nouveaux horizons s'ouvrent devant l'orchestre avec la mise en ligne de la bande-annonce d'un documentaire réalisé par une équipe de cinéastes. Le documentaire, intitulé *Landfill Harmonic* (l'Ensemble harmonique de la décharge), a été présenté cette année en avant-première aux festivals de musique, de cinéma et de médias interactifs d'Austin, South by Southwest – (SXSW).

Mais l'effet du documentaire s'est fait ressentir bien avant sa projection dans les festivals. Depuis 2012, et la mise en ligne de la bande-annonce, la formation croule sous les invitations à se produire sur scène, de l'Allemagne jusqu'au Japon, et a même fait une tournée en Amérique latine en première partie du groupe Metallica.

Pour Chávez, la vocation de l'orchestre n'est pas tant de former des musiciens de niveau international que de faire de ces enfants déshérités des citoyens à part entière. « Deviendront-ils tous musiciens professionnels ? Je ne le pense pas, dit-il. Ce que nous cherchons, c'est leur apprendre une autre façon d'être, leur inculquer des valeurs différentes de celles qui ont cours dans leur communauté. » Dans le bidonville, ajoute-t-il, « les modèles sont les chefs de bande, qui s'imposent par la violence et la domination. Au sein de l'orchestre, leurs modèles sont les plus bûcheurs, les plus motivés, les plus engagés. »

Les membres de l'orchestre, composé aujourd'hui de plus de quarante musiciens, sont sélectionnés non pour leur oreille musicale innée mais pour leur assiduité aux cours du samedi matin. Une fois choisis, ils doivent aussi participer aux répétitions hebdomadaires, pendant lesquelles ils préparent un répertoire qui couvre les grands classiques – La 5e symphonie de Beethoven et Les Quatre Saisons de Vivaldi – ainsi que des airs traditionnels paraguayens.

Grâce aux dons, les musiciens disposent désormais d'instruments conventionnels qu'ils utilisent pendant les répétitions. Mais, en concert, ils continuent de jouer sur leurs instruments bricolés, qui font partie intégrante de l'identité de leur orchestre.

Le chemin du bidonville à la scène n'a pas été aisé. « À Cateura, rien n'est organisé, rien n'est préparé et tout se fait presque spontanément », explique le Français Thomas Lecourt, directeur adjoint de l'orchestre. Les premières tournées internationales, précise-t-il, ont été de véritables cauchemars logistiques car beaucoup d'enfants n'avaient pas de passeport, et parfois pas même d'acte de naissance. « Les répétitions, les voyages, la responsabilité de faire partie de l'orchestre apportent une certaine structure à leur existence », ajoute-t-il.

Une structure solide, l'orchestre va bientôt en bénéficier aussi. À l'intérieur d'un étroit lotissement au milieu du bidonville, des ouvriers s'emploient à bâtir le premier local permanent de l'orchestre. Quelques adolescentes font déjà leurs gammes sur leurs violons, indifférentes à la cacophonie des marteaux, scies et perceuses qui les entourent. Des garçons qui fabriquent des caisses claires à partir de bouts de bois et de métal, avec de vieilles radiographies en guise de peaux, ajoutent au tumulte.

« Rejoindre l'orchestre a changé mon chemin de vie », affirme Andrés Riveros, 20 ans, saxophoniste et étudiant en première année d'université. « C'est une chance, car beaucoup de mes amis qui ne sont pas entrés dans l'orchestre sont soit drogués, soit en prison, maintenant », explique le jeune homme.

Quant à Brandon Cobone, qui a visité une quinzaine de pays avec l'orchestre, il s'apprête à entrer à l'université. Du haut de ses dix-huit ans, il a déjà accumulé plus d'expérience qu'il ne l'espérait en toute une vie.

« Depuis que je suis tout petit, j'ai toujours eu envie de voyager, mais jamais je n'aurais imaginé que cela puisse arriver… et encore moins grâce à ça », dit-il en montrant sa double basse, bricolée à partir d'un bidon d'acier tout cabossé, qui contenait autrefois du carbure de calcium, et de poutres de bois mises au rebut.

Voir aussi la vidéo :
www.sparknews.com/en/video/landfill-musicians

spark news
have an impact, share solutions

Mise en page : Aline BASSILE

The Daily Star · المصري اليوم · l'express · ΛИТЕР · El Heraldo · Fraternité Matin · L'Orient LE JOUR · LA PRESSE · El Watan · L'Express · Dainik Jagran · laRegione · CHINA DAILY · Luxemburger Wort · L'ECONOMISTE · 24 heures · POLITIKEN · City PRESS · Courrier international · Mon Quotidien · USA TODAY · الحياة · IMPACT Journalism Day by spark news · with the world's leading newspapers · HUFFPOST · LE SOIR · TA NEA l'actu · EXCELSIOR · THE NATION · RZECZPOSPOLITA · প্রথম আলো · THE IRISH TIMES · Le Messager · LA NACION · The China Post · EL DEBER · Tages-Anzeiger · The Asahi Shimbun · THE STRAITS TIMES · THE SUNDAY TIMES · LE FIGARO · Daily Monitor · KOMPAS · Le Courrier de Russie · L'ECONOMISTE · THE PHILIPPINE STAR · Tribune de Genève

Quand les rats sauvent des vies

Une ONG belge apprend à des rats à détecter des dangers mortels pour l'homme : les mines et la tuberculose.

Tess ABBOTT, avec la contribution de Songa wa SONGA (Sparknews/TANZANIE)

Au laboratoire de recherches de Morogoro, en Tanzanie, un cricétome des savanes répondant au nom de Vidic progresse le long d'une rangée de dix trous perforés dans la base d'une cage en verre sous laquelle s'alignent des plateaux contenant des échantillons de crachats humains. Le rongeur s'arrête au bord d'un trou et le gratte avec insistance. Il vient de repérer l'odeur de la bactérie responsable de la tuberculose.

Les rats sont considérés comme un fléau en Afrique, comme des animaux exécrables qui ravagent récoltes et réserves de nourriture. Mais l'ONG belge Apopo est en train de redorer leur blason en leur apprenant à détecter deux dangers mortels pour l'homme : les mines terrestres et la tuberculose.

Trop léger pour déclencher une mine

En 1995, Bart Weetjens, designer industriel, menait des recherches sur les mines en Afrique quand il est tombé sur une publication mentionnant l'utilisation de gerbilles pour localiser des explosifs. Ayant possédé des rongeurs dans son enfance, il connaissait leur odorat développé, leur intelligence et leur capacité d'apprentissage. Et il s'est dit qu'ils pourraient faciliter les opérations de déminage. Bart Weetjens a alors fondé Apopo, dans le cadre d'un partenariat avec l'université d'agriculture de Sokoine, à Morogoro.

Apopo dresse ses rats antimines sur un grand terrain du campus universitaire. Les rongeurs, équipés d'un mini-harnais attaché à une corde, commencent leur formation à 7 heures du matin, avant que le soleil ne devienne brûlant. Les dresseurs les guident d'un marqueur à l'autre ; les rats s'arrêtent et grattent le sol quand ils perçoivent l'odeur du TNT. Ils sont récompensés avec de la nourriture lorsqu'ils identifient correctement leur cible.

Ces rats, qui pèsent en moyenne à peine plus d'un kilo, sont trop légers pour déclencher une mine – contrairement aux chiens. Ils sont aussi très concentrés. « Un rat peut ratisser 200 mètres carrés en 20 minutes », témoigne le responsable du dressage Lawrence Kombani. « Une tâche qu'un être humain équipé d'un détecteur de métal mettra 25 heures à accomplir », précise-t-il.

Au cours des neuf mois de dressage, les rats passent différents tests avant de s'entraîner sur des champs de mines réels.

La formation est très efficace. Depuis 2006, Apopo rapporte que ses rats ont contribué à nettoyer près de 18 millions de mètres carrés de terres au Mozambique, en Angola, en Thaïlande, au Cambodge et au Laos. Déminer, c'est sauver des vies, mais c'est aussi remettre des terres à disposition des populations locales et leur permettre d'en vivre.

« Sentir » la tuberculose

Depuis 2007, les rats d'Apopo sont aussi partis à la chasse à la tuberculose. Bart Weetjens a eu cette idée en songeant au mot néerlandais qui désigne cette maladie : « tering », un terme qui renvoie à l'odeur de goudron – même les humains perçoivent cette odeur très particulière de la tuberculose dans ses stades avancés. Bart Weetjens se souvient d'ailleurs que son grand-père disait à propos d'un voisin tuberculeux qu'il « sentait » la tuberculose.

Selon l'OMS, neuf millions de personnes sont chaque année infectées par le bacille de Koch et un cas sur trois n'est pas dépisté par les systèmes de santé. Les malades non diagnostiqués risquent d'en infecter d'autres, la maladie se propageant par l'air et pouvant être mortelle si elle n'est pas traitée.

Un rat détecteur de mines, dans la province de Manica, au Mozambique. *Photo Apopo*

Les tests ont commencé en 2002 et, après un essai pilote positif, Apopo a obtenu de la Banque mondiale des fonds pour lancer son projet. À l'heure actuelle, l'ONG récupère des échantillons auprès de 24 cliniques de Morogoro et de Dar es-Salaam. Il y a deux ans, le programme a été introduit au Mozambique, où la maladie a été déclarée urgence nationale en 2006.

Une méthode simple, peu chère et durable

À tout juste cinq mois, Vidic et ses trente congénères commencent leur dressage. On leur apprend à associer le fait de reconnaître l'odeur de la tuberculose avec le son d'un clicker et une récompense en nourriture. Les échantillons de crachat sont stérilisés pour neutraliser les germes pathogènes, mais leur odeur reste intacte. Ceux que Vidic signale en s'arrêtant et en grattant le trou correspondant sont ensuite examinés au microscope pour déterminer si le rat a vu juste. « Le signal doit être fort. Le rat doit gratter pendant trois à cinq secondes », explique le responsable du dressage Fidelis John. Il ajoute qu'un rongeur peut inspecter 70 échantillons en dix minutes, bien plus qu'un technicien de laboratoire avec un microscope standard, et qu'il travaille efficacement pendant sept ans.

Apopo souligne que sa méthode, qui ne requiert aucun équipement, produit chimique ou entretien coûteux, est simple, peu chère et durable. Un programme d'adoption virtuelle permet même aux particuliers qui le souhaitent de soutenir financièrement l'éducation de ces petits héros.

À l'heure actuelle, Apopo planche sur des tests de précision pour tenter de convaincre l'OMS d'accréditer sa technique. L'ONG dit trouver 39 % de cas positifs parmi des échantillons jugés négatifs par des cliniques médicales, soit 1 412 cas en 2014. « Le bacille de Koch peut échapper au microscope, mais son odeur ne trompe pas le nez de nos rats », certifie le responsable du contrôle qualité Haruni Ramadhani.

Le nez de ces rongeurs peut en effet faire la différence. Début 2015, Nacho Shomari, 34 ans, présentait une toux persistante, des douleurs à la poitrine, de la fièvre et une perte de poids. « Les médecins ont suspecté un cas de tuberculose, mais tous les tests se sont avérés négatifs », se souvient-il. Et comme il n'était plus en mesure de subvenir aux besoins de sa famille, sa mère et sa sœur, souffrant de la faim, sont aussi tombées malades.

En février, extrêmement affaibli, Nacho Shomari a reçu un « coup de téléphone miraculeux » d'un bénévole d'une organisation qui travaille avec Apopo et recherche les malades tuberculeux. Les rats qui avaient testé son échantillon de crachat l'avaient signalé comme positif. Le jour-même, il a commencé son traitement antituberculose. « Regardez-moi maintenant ! » lâche-t-il, radieux.

Voir aussi la vidéo :
http://tinyurl.com/pjuhkgv

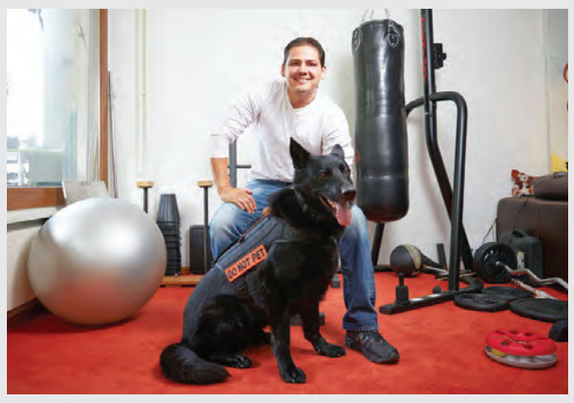
spark news
have an impact, share solutions

Izzy, renifleur de diabète

Simonetta CARATTI (La Regione Ticino/SUISSE)

Izzy est un berger allemand très spécial : il a été dressé pour prévenir son maître jusqu'à 20 minutes avant la survenue d'une crise d'hypoglycémie. Il lui évite ainsi de perdre connaissance et de sombrer dans le coma. Izzy reconnaît l'odeur spécifique, indétectable par l'humain, qui signale un changement dans le taux de sucre sanguin de son maître.

Jour et nuit, Izzy avertit son maître du danger imminent. Sa présence a changé la vie d'Angel Fraguada, un Genevois qui souffre du diabète de type 1 depuis 14 ans. Angel, qui travaillait auparavant comme acrobate professionnel, avait parfois de la difficulté à gérer son diabète. L'hypoglycémie pouvait le prendre par surprise et une ambulance devait alors venir le chercher. Lors de la survenue de l'une de ces crises, il y a sept ans, un ambulancier lui a parlé des chiens d'assistance aux diabétiques.


Angel Fraguada avec Izzy.

Depuis quatre ans, le berger allemand veille jour et nuit sur son maître pour l'avertir des variations importantes de son taux de sucre sanguin. L'idée est de prévenir les crises d'hypoglycémie, mais aussi l'hyperglycémie, qui est dommageable à long terme. « J'ai entraîné Izzy pour qu'il m'avertisse lorsque ma glycémie se situe en dehors de la plage des valeurs normales », dit-il, ajoutant qu'Izzy sent souvent le changement avant même qu'il soit détecté par la machine. « Il commence parfois à japper 20 minutes avant que le taux de glucose commence à diminuer ou à augmenter de manière alarmante. » Angel a alors le temps de corriger la situation.

Angel entraîne maintenant lui-même des chiens d'assistance aux diabétiques.

laRegioneTicino

Le maître-nageur est un drone

Un jeune ingénieur iranien a conçu un robot pour sauver les nageurs de la noyade.

Gilles BERTON (Sparknews/IRAN)

L'objectif d'Amin Rigi est de prévenir les noyades. Mais changer la perception publique des drones serait un effet secondaire positif du succès rencontré par cet ingénieur en robotique iranien de 28 ans qui cherche à introduire sur le marché mondial un robot de sauvetage unique en son genre.

Conçu à l'origine pour voler au-dessus de la surface de l'eau et capable de larguer trois bouées à des personnes en passe de se noyer, la dernière version du robot de sauvetage peut se transformer en aéroglisseur et ramener une victime potentielle sur le rivage.

« Nous sommes convaincus que nous pouvons diminuer le nombre de noyades et sauver des vies », indique Rigi d'un air détaché dans l'espace de travail de 250 mètres carrés qu'il partage à Londres avec d'autres start-up, un endroit qui vibre de l'énergie contagieuse de la jeunesse.

Malgré leur utilisation croissante dans différentes industries allant du cinéma à l'immobilier ou à l'agriculture, les drones civils continuent généralement à être considérés avec méfiance. Rigi entend ajouter le terme de « sauveur de vies » au lexique utilisé pour décrire ces engins volants radioguidés de plus en plus présents dans nos vies. Pour ces drones, il imagine un futur dans lequel les appareils seraient utilisés pour aider les personnes tombées par-dessus bord en mer, ainsi que les victimes d'accidents de voiture, d'incendies ou d'inondations, blessées au cours d'une randonnée ou bloquées sur une plate-forme pétrolière.

« Nous réfléchissons à des drones qui puissent être intégrés à des missions de sauvetage », explique Rigi en rappelant que la plupart des drones commerciaux actuels ne sont capables d'effectuer que des opérations de surveillance.

Baptisé Robotguard, son dernier modèle est étanche, peut se poser sur l'eau et en décoller. Il peut transporter jusqu'à 15 kilos de matériel et se déplace à une vitesse maximum de 75 km/h. Des missions de surveillance sur une plus longue distance pourront être effectuées grâce aux 15 mn d'autonomie de sa batterie. Cette version évolutive peut être équipée de caméras thermiques afin de participer à des missions de nuit et est dotée de bras démontables. Outre le contrôle manuel, son guidage est largement assuré par le positionnement GPS et l'intelligence artificielle. Rigi espère, à terme, lui adjoindre une plate-forme d'atterrissage alimentée par panneaux solaires, sur laquelle le drone pourra recharger ses batteries.

Il y a deux ans, Rigi a procédé à des essais concluants en mer Caspienne, où des centaines de personnes se noient chaque année. L'un de ces tests a même mis en concurrence le drone avec un maître-nageur humain. Baptisé Pars, en référence à l'ancien royaume de Perse, ce premier prototype a pu atteindre la victime potentielle trois fois plus vite que son homologue humain, soit en 22 secondes au lieu de 90.

Ces essais ont suscité une vague de plus d'une centaine de courriels en provenance de correspondants de 32 pays manifestant leur intérêt pour cette technologie. Toutefois, faute de moyens financiers suffisants, Rigi n'a pu donner une suite immédiate à ces requêtes. Aujourd'hui, le drone de sauvetage est toutefois sur le point d'entrer en production avec une série limitée d'environ 200 exemplaires prévue pour cet été.

Des distributeurs mexicains, brésiliens et italiens ont d'ores et déjà acheté le drone, dont le coût unitaire est d'environ 8 000 euros.

Rigi a fondé sa société RTS Ideas en Iran, mais l'a ensuite transférée à Londres après avoir été accepté par Sirius, un programme d'accélération qui fait venir de jeunes entrepreneurs au Royaume-Uni afin de les aider à lancer leur entreprise.

Sa foi tranquille et son ardente conviction que sa réussite est liée à une puissance supérieure le motivent tout autant que le précepte musulman selon lequel celui qui sauve une vie sauve l'humanité entière. Il jure que ce n'est pas le profit qui l'a poussé à faire ce qu'il a entrepris, mais bien un article de presse rapportant la noyade en mer Caspienne de six étudiants partis en camp de vacances.

« Toute technologie peut être utilisée aussi bien pour sauver des vies que pour causer du mal, remarque Rigi. Les drones ne sont ni bons ni mauvais. Tout le problème est d'utiliser correctement ces technologies. »

Voir aussi la vidéo w:
http://www.sparknews.com/fr/video/drone-life-guard-save-lifes

spark news
have an impact, share solutions

L'ingénieur iranien Amin Rigi et son drone au bord de la mer Caspienne. *Photo Saeid Talebi*

Luwrain : un système d'exploitation sur mesure pour les non-voyants

Lui-même atteint de cécité, le développeur russe Mikhaïl Pozhidaev a créé un système d'exploitation pour non-voyants gratuit, simple et compatible avec toutes les plates-formes.

Thomas GRAS (Courrier de Russie/RUSSIE)

Mikhaïl Pozhidaev, 32 ans, a perdu la vue à l'âge de 17 ans à la suite d'un décollement de la rétine, alors qu'il s'apprêtait à entrer en première année d'informatique à l'université d'État de Tomsk, en Sibérie. Malgré son handicap, il a terminé ses études et travaille depuis 2012 sur un système d'exploitation conçu spécialement pour les non-voyants.

Baptisé Luwrain (http://luwrain.org), ce système permet aux personnes non voyantes de travailler sur ordinateur à la même vitesse que les autres. Cet avantage est capital : les outils informatiques traditionnels destinés aux non-voyants leur imposaient un rythme de travail beaucoup trop lent, souligne le concepteur.

Entièrement gratuit, Luwrain est disponible en accès libre sur Internet et peut être installé soit en tant que système d'exploitation unique, soit comme application sur Windows, MacOs et GNU/Linux. « Le premier objectif est que Luwrain soit accessible à un maximum de personnes, peu importe leur situation financière », insiste Mikhaïl Pozhidaev. L'utilisation de Luwrain ne nécessite pas de connaissances informatiques particulières.

Mikhaïl Pozhidaev, 32 ans, travaillant sur son système d'exploitation pour personnes non voyantes Luwrain.

Engagé comme architecte informatique par le centre de certification moscovite Elektronnaïa Moskva depuis février 2015, le jeune développeur prévoit la sortie d'une version finale de son programme pour fin 2015.

Le Courrier de Russie
www.lecourrierderussie.com
GROUPE NOVYI VEK MEDIA

rollin' pen
www.rollinpen.com
Editing, Copywriting & Translation Services
in English, French & Arabic

Être heureux au travail ? C'est possible

Pour rester compétitive et attractive, une entreprise genevoise a fait du bien-être de ses employés une priorité. Sa réussite pourrait bien faire des émules.

Des espaces de réunions informels, tout en transparence, permettent à un groupe de discussion de s'isoler. Une clé vers le bonheur au travail ?

Cécile DENAYROUSE (Tribune de Genève/SUISSE)

Ainsi donc les Helvètes seraient les plus heureux du monde ! Du moins si l'on en croit la dernière mouture du *World Hapiness Report*, parue en avril 2015 et chapeautée par les Nations unies. Mais voilà que, non contente de damer le pion aux autres pays sur le terrain de l'allégresse collective, la Suisse se pique désormais de rendre ses habitants heureux… au travail. Une entreprise genevoise a fait de l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle de ses salariés son cheval de bataille. Objet de toutes les attentions dans le monde impitoyable de la croissance économique, son succès pourrait bien être à l'origine d'un mouvement de plus grande envergure.

Les Services industriels de Genève (Sig) – régie publique autonome qui fournit à la population locale des services tels que l'eau potable, le gaz, l'électricité, la chaleur à distance, un réseau de fibres optiques, le traitement et la valorisation des déchets, ainsi que l'épuration des eaux usées – ont imaginé il y a trois ans le projet EquiLibre. L'idée est ambitieuse : repenser la manière de concevoir le lieu de travail, et le travail tout court. Au menu, horaires « à la confiance », décloisonnement de la hiérarchie et redistribution totale de l'espace. Du jamais-vu au pays des banques.

À l'origine du projet, quelques cadres, dont Christian Brunier, devenu entretemps directeur général des Sig. En 2011, il constate avec inquiétude que sa société de 1 700 employés compte 54 % de salariés de plus de 45 ans. « Dès lors, nous nous sommes posé la question qui fâche: pourra-t-on encore être efficaces et attractifs aux yeux des jeunes en continuant à fonctionner comme nous le faisons ? La réponse était bien évidemment non. » Devenir attractif ? Une gageure ! Les Sig décident de tout faire pour appâter les talents de demain. Hors de question pour l'entreprise genevoise de se contenter de donner un coup de neuf aux locaux. Le changement sera profond ou ne sera pas. Pour s'inspirer de ce qui a déjà été fait, une délégation se rend chez Google, chantre autoproclamé du bonheur au travail, ainsi qu'à la Sécurité sociale belge, également précurseur dans le domaine. « Ce qu'ils ont fait en Belgique est incroyable, poursuit le directeur. Nous sommes revenus avec la certitude qu'il fallait repenser le fonctionnement même de l'entreprise. En vingt ans, le matériel utilisé a changé. Les ordinateurs sont plus petits, plus légers, aisément transportables. L'arrivée d'Internet a bouleversé le rythme de travail. La mobilité aussi devient primordiale. Et surtout, la frontière entre vie privée et vie professionnelle est en train de tomber. »

Cette volonté d'être heureux au travail, c'est justement ce qui ressort des différentes études menées dans le domaine. « Nous nous sommes aperçus au cours de nos recherches que les entreprises conservent encore aujourd'hui cette culture présentéiste qui va à l'encontre de ce que réclament les employés », confirme Claudia Senik, l'une des spécialistes internationales de l'économie du bien-être et de l'économie comportementale, professeure à l'Université Paris-Sorbonne et à l'École d'économie de Paris. « Concilier sa vie professionnelle et personnelle devient un véritable enjeu économique et social. Au-delà du salaire et de l'activité professionnelle en tant que telle, la question des conditions de travail compte de plus en plus. Des initiatives qui vont dans ce sens fleurissent un peu partout dans le monde. »

Fort de ces constats, Christian Brunier propose à plusieurs services internes de servir de cobayes au projet EquiLibre. Au total, ce sont 100 personnes qui acceptent volontairement de passer en mode bonheur.

Pour ces heureux veinards, la première révolution concerne l'emploi du temps. Les voici désormais priés de ne plus « badger ». Ils bénéficient d'un horaire « à la confiance », organisent leur temps de travail comme ils l'entendent et ont la possibilité de travailler de chez eux deux fois par semaine. Second bouleversement d'envergure: la fin des postes de travail attitrés. On octroie un ordinateur portable, un smartphone et un casier nominatif à tout le monde, et on décide dans le même temps de limiter au maximum le recours au papier. Comble de l'autonomie, le salarié choisit désormais l'espace de travail le plus approprié en fonction de la tâche qu'il entend réaliser. Bureaux individuels pour s'isoler, bibliothèque pour se concentrer, zones de convivialité pour discuter… Le mobilier, flambant neuf, design et moins cher que l'équipement traditionnel, se veut adapté à chaque situation. Conséquence : la hiérarchie s'en trouve profondément modifiée : « Sans bureau pour afficher leur statut, les cadres se voient contraints de prendre leur rôle de managers à bras-le-corps. Cette forme de décloisonnement révèle les erreurs de casting. » Christian Brunier a lui-même dit adieu à son confortable bureau de 30m² « sans aucun regret ». Deux ans plus tard, 80 % des employés se déclarent pleinement satisfaits, mais surtout les 20 % restants désirent continuer tout de même l'expérience. Et surtout la productivité a grimpé de près de 15 % en quelques mois dans le secteur analysé.

Bref, EquiLibre introduit, l'air de rien, un nouveau paradigme de travail, qui intéresse les autres entreprises de la place. Le français Botanic a déjà annoncé sa volonté d'adapter EquiLibre au sein de ses succursales hexagonales. Et l'État de Genève lorgne le mode de fonctionnement avec intensité ces derniers mois. Pour Sig, les retombées s'avèrent tellement positives que l'expérience sera étendue à 600 employés sur 1 700. Objectif ultime : passer entièrement en mode EquiLibre.

Tribune de Genève

Un pont entre les Saoudiennes et le marché de l'emploi

Un jeune Saoudien a fait de son site de recrutement réservé aux femmes une entreprise qui compte.

Ziad ALZIYADI (Al-Hayat/ARABIE SAOUDITE)

Via le site Glowork, un jeune Saoudien réunit employeurs et femmes à la recherche d'un emploi en Arabie saoudite.

Les difficultés stimulent la créativité. L'histoire de Khalid al-Khudairi, jeune Saoudien, en est la meilleure illustration. Les problèmes rencontrés par sa sœur, titulaire d'un diplôme de haut niveau, pour entrer dans le monde du travail l'ont conduit à imaginer une solution simple, qui consiste à réunir sur le Web les employeurs et les femmes à la recherche d'un emploi.

Très vite, le site Web prend la forme d'une entreprise, Glowork, incontournable dès qu'on parle de l'emploi des femmes en Arabie saoudite.

Khalid al-Khudairi a monté son projet dans un petit bureau avec une poignée d'employés en 2011. Aujourd'hui, le siège a été transféré dans des locaux spacieux dans une rue huppée de la capitale saoudienne, Riyad, et la société compte plusieurs dizaines d'employés, dont 85 % de femmes.

Mais celui qui était auparavant directeur d'exploitation d'une grande entreprise saoudienne n'aurait pas pu quitter son emploi et un salaire confortable sans le soutien de l'association Ashoka International, qui vient en aide aux personnes souhaitant monter une entreprise, et paie, pendant trois ans, tous les frais nécessaires pour qu'elles puissent conserver le même niveau de vie.

Pour Khalid al-Khudairi, le fossé entre les femmes à la recherche d'un emploi, les entreprises et l'absence de lieu de rencontre était une chance à saisir. Il a donc créé un site Web sur lequel les demandeuses d'emploi peuvent déposer leur CV. L'employeur n'a plus alors qu'à sélectionner la candidate qui convient le mieux au poste proposé.

L'entreprise a connu un essor rapide. Elle a commencé par trouver des postes qui correspondaient aux profils des candidates et par encourager les employeurs à embaucher des femmes en télétravail. Les entreprises économisent ainsi les frais de transport qu'elles versent habituellement à leurs employées et Khalid a trouvé une solution à un problème récurrent des femmes, qui n'ont pas le droit de conduire et devaient donc trouver un moyen de transport pour aller travailler.

Avec le temps, Khalid est parvenu à attirer des investisseurs et à augmenter le capital de l'entreprise afin de développer des projets que Glowork voit comme des occasions en or, à l'heure où l'État met en place des programmes de développement qui soutiennent les entreprises ouvrant des postes aux femmes.

Le secteur privé a adopté de nombreuses directives sur le travail des femmes, qui ont eu une influence positive sur la création de postes et de débouchés pour les Saoudiennes dans une multitude de secteurs, dont le commerce et l'industrie, qui emploient plus de 12 000 femmes, selon les chiffres du Fonds de développement des ressources humaines.

Khalid al-Khudairi ne nie pas qu'il s'appuie sur les mesures adoptées par l'État. Mais son choix de se spécialiser sur l'emploi au féminin lui a permis d'acquérir une expérience qu'il a ensuite transmise aux administrations de l'État chargées de l'emploi des femmes, grâce aux enquêtes réalisées auprès des candidates mais aussi aux critères d'embauche fixés par les employeurs. Glowork propose également des solutions aux entreprises qui souhaitent embaucher des femmes mais n'ont pas l'expérience nécessaire pour aménager les lieux de travail, les contrats, ou encore pour fixer des salaires adaptés.

« Ça n'a pas été facile de convaincre les entreprises d'embaucher des femmes. Mais les nombreux exemples de recrutements fructueux ont permis d'améliorer l'image des femmes au travail, et l'État a soutenu leur recrutement », explique Khalid al-Khudairi.

Parmi les initiatives lancées par le jeune Saoudien et son entreprise, la plus marquante est le Salon de l'emploi des femmes, baptisé « A Step Ahead Career ». Parrainé par des émirs locaux, il est organisé chaque année dans plusieurs régions d'Arabie saoudite, fréquenté par plusieurs dizaines de milliers de femmes à la recherche d'un emploi, et voit la participation de plusieurs centaines d'entreprises. Le Salon s'adresse en priorité aux jeunes diplômées saoudiennes et aux étudiantes qui sont sur le point de terminer leur cursus universitaire.

Le Salon fait comprendre aux femmes l'importance de travailler et leur explique la marche à suivre pour surmonter les difficultés auxquelles elles peuvent se heurter. Il est également l'occasion d'apprendre à rédiger un CV, qui est selon Khalid la « pièce d'identité incontournable » pour les femmes qui veulent trouver un emploi qui leur corresponde. À l'heure actuelle, la société de Khalid permet le recrutement de 25 femmes par jour en moyenne.

Voir aussi la vidéo : http://www.sparknews.com/en/video/glowork-helping-saudi-women-find-job

AL HAYAT الحياة

« Code comme une fille »

Manos CHARALAMBAKIS (Ta Nea/GRÈCE)

Maria Dermetzi (droite) et Anastasia Siapka veulent apprendre à leurs congénères grecques à coder.
Photo Sakis Gioumpasis

Pendant l'été 2014, Anastasia Siapka et Maria Dermetzi, deux étudiantes à la faculté de droit de Thessalonique, réfléchissaient à une idée de petite entreprise. Elles se sont toutefois vite rendu compte qu'elles auraient besoin de bonnes compétences en programmation informatique quel que soit leur projet – des aptitudes qu'elles n'avaient pas. Elles avaient aussi besoin du savoir-faire indispensable pour créer un site Internet de qualité, c'est pourquoi elles ont commencé à chercher des informations en anglais sur le Web.

Il n'en fallait pas plus, une idée était née. Leur défi est devenu une source d'inspiration. En août 2014, elles ont ainsi créé « Code it like a girl », une petite entreprise dont le but est précisément d'aider les jeunes femmes à se familiariser avec la programmation et d'autres compétences fondamentales en matière de nouvelles technologies. Elles contribuent ainsi à combler le fossé qui sépare encore les hommes et les femmes dans ce domaine.

Sous trois mois, les deux étudiantes avaient créé un site Internet sophistiqué (www.codeitlikeagirl.com) et de belles pages personnelles. En réalité, elles ont commencé leurs activités quasiment immédiatement. Depuis, elles organisent des conférences qui donnent aux femmes les compétences fondamentales (en langages HTML et CSS) pour créer leurs sites Internet et leurs blogs.

« C'est précisément parce que nous avons été confrontées à de nombreux défis en voulant créer un site et que nous avons dû compiler des instructions à partir de différentes sources en anglais que nous avons jugé très utile d'aider les femmes grecques qui veulent faire quelque chose de semblable », explique Anastasia Siapka, 21 ans.

« Nous voulions aider les femmes à se familiariser avec des techniques fondamentales de programmation afin d'acquérir des connaissances et des compétences. Actuellement, si on veut apprendre à coder, on trouve des documents et des cours en ligne. Toutefois, l'essentiel de ce matériel d'information n'est disponible qu'en anglais. Il nous a semblé nécessaire de fournir des ressources similaires dans notre langue, le grec, pour toutes les femmes qui ont peu ou pas de connaissances en anglais. Naturellement, notre intention est aussi de développer une relation plus personnelle avec elles », précise Maria Dermetzi, 22 ans.

L'objectif principal de « Code it like a girl » est de combler les inégalités hommes-femmes qui persistent en informatique et en technologies de la communication. « Nous avions remarqué que les femmes étaient sous-représentées dans ces domaines. Il était étonnant de rencontrer si peu de femmes aux manifestations liées aux nouvelles technologies où nous allions », confie Maria Dermetzi. Avec le temps, elles ont découvert de nombreuses études qui appuyaient cette observation empirique. Dans toute l'Europe, seuls 30 % des employés dans le secteur de l'informatique sont des femmes et seulement 9 % de toutes les applications sont développées par des femmes. « Nous avons vu, d'une part, que les femmes ne faisaient pas d'études d'informatique ou dans d'autres domaines scientifiques connexes. D'autre part, les compétences maîtrisées par les femmes qui avaient fait ce type d'études et entraient sur le marché du travail étaient souvent sous-évaluées et sous-exploitées par rapport aux hommes. Avec notre projet, nous avons l'intention de nous concentrer sur la nécessité de donner aux femmes les moyens de réussir dans ce domaine, mais aussi de gagner en confiance », explique Maria Dermetzi.

Six jeunes femmes participent à ce projet original, qui est en passe de prendre la structure juridique d'une coopérative. Parmi elles, trois ont un bagage technique et trois ont appris à coder toutes seules. « Nous avons voulu rassembler des femmes venant de différents secteurs, comme le commerce et l'économie, pour contribuer au succès de notre projet », précise la jeune femme.

« Code it like a girl » a déjà eu un impact, car les femmes semblent très intéressées par une formation en nouvelles technologies. « Nombre de femmes ont entendu parler de notre projet et ont demandé quand commenceraient les conférences », affirme Anastasia Siapka. D'ailleurs, des femmes de tous âges se sont manifestées, dont certaines de plus de 60 ans.

Les fondatrices de « Code it like a girl » s'adressent peut-être spécifiquement aux femmes, mais leur message est valable pour les jeunes en général. « Nous devons encourager les jeunes à s'embarquer dans des aventures similaires. Nous avons déjà acquis de nombreuses compétences », poursuit la jeune femme.

TA NEA

Au Barefoot College, on forme des « mamans solaires »

En Inde, des femmes de zones rurales apprennent à fabriquer des panneaux solaires et à les exploiter. Résultat : de l'électricité verte pour leurs villages et des emplois pour ces femmes auparavant sans qualification.

Nilanjana BHOWMICK (Sparknews/INDE)

La route de terre poussiéreuse bordée de buissons et de broussailles mène à un vaste campus et à une grande salle de classe pleine de panneaux solaires et d'équipements divers. C'est là que Geeta Devi, 45 ans, un sari rouge pailleté et un anneau à la narine, vient d'expliquer le fonctionnement d'un complexe circuit électrique à un groupe de femmes très impressionnées, debout autour d'une table où s'empilent circuits et lanternes.

Geeta Devi est ingénieure en énergie solaire. Ou, pour être plus précis, ingénieure *barefoot*. Elle est l'une des centaines de femmes, des trentenaires et des quarantenaires dont la plupart sont déjà grands-mères, originaires des coins les plus reculés de l'Inde et formées par le Barefoot College (http://www.barefootcollege.org/). Elles sont là pour apprendre à construire des panneaux photovoltaïques et fournir de l'électricité à leurs villages, qui ne sont pas connectés au réseau électrique.

Outre la fourniture d'électricité, le programme joue aussi un rôle important dans l'émancipation des femmes de zones rurales, beaucoup d'entre elles étant illettrées. De fait, pour Geeta Devi, le vent a tourné. Après une existence tout ce qu'il y a de plus ordinaire, passée à s'occuper des champs, des bêtes et de sa famille, elle est à présent financièrement indépendante grâce au petit salaire mensuel qu'elle perçoit en enseignant au collège. Et c'est une personne respectée dans son village, une personne dont l'avis est précieux. « Aujourd'hui, j'ai de l'importance », confie-t-elle.

Le Barefoot College, fondé au début des années 1970 par le militant Sanjit « Bunker » Roy, offre des formations en électricité solaire depuis 1989. Il est établi à Tilonia, un petit village endormi entouré de champs d'un vert passé et de jolies buttes, dans le désertique Rajasthan, à une centaine de kilomètres de la capitale de l'État, Jaipur. Après avoir commencé à former les femmes de la région, puis de l'ensemble de l'Inde, le collège touche à présent des femmes de 64 pays du monde. Il possède un campus en Sierra Leone, un tout nouveau site à Zanzibar et projette d'ouvrir de nouvelles antennes au Soudan du Sud, en Tanzanie, au Burkina Faso, au Sénégal, au Liberia et au Guatemala. « La politique du Barefoot College, selon l'idée de Gandhi, est de s'adresser à tous les hommes et toutes les femmes », commente Sanjit Roy.

La plupart des formations se font encore à Tilonia. Chaque année, le collège forme 100 femmes indiennes et 80 originaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, lors de deux sessions de six mois chacune. Le gouvernement indien, qui reconnaît le cursus depuis 2008, couvre les frais de formation et de déplacement. Le ministère des Affaires étrangères verse 150 000 roupies (2 160 euros) et paie le coût du voyage à chaque femme venue d'un autre pays. Le ministère des Énergies nouvelles et renouvelables, lui, offre 70 000 roupies (environ 1 000 euros) à chaque Indienne. Les fonds mis à disposition par des particuliers et des fondations permettent de financer une partie des équipements photovoltaïques et d'autres dépenses.

Dans les salles de classe du Barefoot College, les femmes apprennent à fabriquer, assembler, entretenir et réparer des panneaux solaires. Quand elles en ont le temps, elles apprennent également à confectionner des serviettes hygiéniques, des filets contre les moustiques et des bougies. Certaines Indiennes restent plus longtemps, pour se former à la construction de cuiseurs solaires ou encore de chauffe-eau.

S'étendant sur deux vastes campus, le dernier en date fonctionnant uniquement à l'électricité solaire, le Barefoot College enseignait au départ aux hommes et aux femmes. Mais en 2005, Sanjit Roy a pensé que le modèle fonctionnerait mieux s'il ne s'adressait qu'aux femmes. « Former les femmes d'un certain âge est un bon investissement pour mettre en place une solution durable à long terme. Ces femmes resteront dans leur village, elles ne chercheront pas à trouver un emploi en ville, souligne-t-il. Elles veulent vivre en étant plus proches de leurs terres, de leurs enfants et de leurs animaux. Et elles transmettront leurs connaissances aux générations suivantes. »

Les étudiantes étrangères sont sur le vieux campus, à environ 1 kilomètre du nouveau site. Joselyn Mateo Diaz, une grand-mère de 41 ans originaire de la République dominicaine, a fait le voyage jusqu'en Inde au printemps dans le but de pourvoir son village en électricité photovoltaïque. Le village voisin a récemment été électrifié. « Le gouvernement nous a oubliés, dit-elle avec ce sourire dont elle ne se départ jamais. Tout ce que je veux, c'est pouvoir lire avec mes petits-enfants la nuit. »

Et son rêve sera bientôt réalité. Joselyn Mateo Diaz, qui a appris à écrire toute seule, suit sans problème les cours donnés dans un anglais basique et en langage des signes, sur des circuits électriques à code couleur. Une fois rentrée chez elle, les villageois lui verseront un montant mensuel symbolique pour payer ses services, ainsi que les composants et les pièces de rechange des panneaux. « Le modèle de Barefoot est simple pour que les panneaux puissent être gérés, contrôlés et possédés par les villageois », souligne Sanjit Roy.

Dans le monde, 1,3 milliard de personnes ne sont pas connectées au réseau électrique. Plus de 300 millions d'entre elles vivent en Inde, où le taux d'électrification est de 75 % à l'échelle nationale et de 67 % en zone rurale. Et quelque 800 millions d'Indiens sont toujours dépendants de combustibles polluants émetteurs de carbone. À ce jour, Barefoot a formé de part le monde près de 750 grands-mères, qui ont apporté l'électricité solaire à 1 160 villages. Ce qui équivaut à une réduction de presque 13 tonnes métriques d'émissions de CO_2 par jour et de 500 000 litres de kérosène par an.

Qui plus est, en travaillant plus longtemps grâce à la lumière ainsi fournie, les familles pauvres augmentent leurs revenus. Et, alors que les villages qui sont reliés au réseau conventionnel n'ont pas d'électricité 24 heures sur 24, « dans les villages solaires, il n'y a pas de coupures d'électricité », fait valoir Sanjit Roy.

Sur le nouveau campus, Geeta Devi fait des signes aux femmes réunies autour de la table, dont certaines regardent encore les différents panneaux avec circonspection. « Elles me demandent tout le temps si elles seront capables de le faire. Je leur réponds que si j'y suis arrivée, elles y arriveront aussi. »

Voir aussi la vidéo : http://tinyurl.com/pz3pbsq

spark news
have an impact, share solutions

Au Barefoot College, à Tilonia, en Inde, une femme issue d'un milieu rural fabrique des panneaux solaires. *Lars Boland/Varial*

Au Bangladesh, les hommes courageux se battent pour les droits des femmes

Dans le village de Chhaikola, des écoliers manifestent à l'occasion de la Journée mondiale de la femme.

Md Shahnawaz KHAN CHANDAN (Daily Star/BANGLADESH)

Quand on pense à la défense des droits des femmes, certaines images peuvent nous venir à l'esprit : protestations, conférences, rassemblements engagés… Au Bangladesh, des centaines de jeunes garçons scolarisés parcourent les rues pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Certains vont même à la rencontre des habitants du village et encouragent leurs voisins à respecter les femmes de leur famille. C'est le cas notamment à Pabna, Sirajganj et à Natore, des villages du Bangladesh.

D'après l'étude *Brave Men Campaign* (BMC) du Dr Sayed Saikh Imitiaz, l'engagement des jeunes garçons scolarisés serait la meilleure solution pour venir à bout de la violence faite aux femmes. La campagne a été menée par l'équipe du Dr Imtiaz au *Centre for Men and Masculinities Studies* (CMMS) dans plus de 50 écoles situées en zones rurales, ainsi qu'à Dacca.

Raisul Islam Shuman, de Pabna, est l'un de ces jeunes garçons engagés pour la défense des droits de femmes. « Après ma journée à l'école et mon travail dans les rizières, je n'avais pas beaucoup de temps pour réfléchir aux injustices de la société », explique-t-il. « Mais quand j'ai découvert BMC, j'ai commencé à me rendre compte que l'image des femmes renvoyée par la société était biaisée, que ma sœur et moi n'étions pas traités de manière équitable. Je voulais aider à changer la manière dont les femmes sont traitées. »

La petite sœur de Raisul Islam Shuman, Afsana Begum a remarqué le changement d'état d'esprit de son frère. « Un jour, j'ai surpris mon frère en train de faire la vaisselle et la lessive – des tâches qui ont toujours été faites soit par notre mère, soit par moi. J'ai été très étonnée de ce changement de comportement et je lui ai demandé ce qui était arrivé ! Il m'a regardé un peu gêné et a continué à nettoyer. Il s'intéresse davantage à moi, me demande si des personnes m'embêtent à l'école. Il m'encourage également à allouer plus de temps aux révisions plutôt qu'aux tâches ménagères. »

La campagne *Brave Men*, organisée par la Commission nationale des droits de l'homme et soutenue par le programme de développement des Nations unies, comprend une série d'activités variées dont le but est de développer un état d'esprit positif dans les écoles et particulièrement chez les jeunes garçons en ce qui concerne les droits des femmes. Chaque participant doit tenir un journal qui s'appelle « Brave Man Diary » où il raconte chaque jour son rapport avec les femmes.

Dans une section du journal appelée « Ma mère », le participant est encouragé à réfléchir sur le rôle de sa mère au sein de la famille. Il doit ensuite lire une histoire sur les difficultés du travail d'une mère et sa contribution au foyer, en notant ses impressions. Suite à cela, le participant doit aider sa mère dans les tâches domestiques et noter ses impressions dans le journal. Après quoi il partage son expérience avec ses camarades tout en les encourageant à faire la même chose, au moins le temps d'une journée.

« Nous tolérons la violence faite aux femmes simplement parce qu'elle ne nous ait pas visible. En tant qu'hommes, nous n'y prêtons pas attention. Quand nous demandons aux élèves ce que font leurs parents, tous nous répondent que leur père travaille et que leur mère reste à la maison. Mais après une journée à aider leur mère dans les tâches domestiques, tous répondent que leurs deux parents travaillent », explique le Dr Imitiaz.

Récemment, tous les participants ont célébré la Journée de la femme avec des processions colorées et des rassemblements de bicyclettes dans les villes et villages. Les jeunes filles ont aussi étaient impliquées dans la campagne pour les sensibiliser à leurs droits. Suite au succès du journal *BraveMen*, le journal *BraveGirl* a été créé.

« Nous avons trouvé les étudiants très coopératifs et enthousiastes. Ils adorent participer aux activités de la communauté dans le cadre de la campagne », souligne l'un des bénévoles Rawshan Akhter Urmee.

« Je suis assez optimiste sur le fait que BMC puisse créer une nouvelle génération de jeunes hommes assez courageux pour protester et se battre contre toutes les formes de violence faites aux femmes et jeunes filles », affirme le Dr Imitiaz, qui rêve que la campagne BraveMen prenne une envergure internationale.

The Daily Star

Solidarité féminine, une ONG au secours des mères célibataires

Stéphanie JACOB (L'Économiste/MAROC)

Fornication, bâtard, péché, prostituée… des mots qui vont résonner toute leur vie. Au Maroc, pays où les relations hors mariage sont illégales, une femme qui tombe enceinte sans que personne ne lui ait passé la bague au doigt est face à trois choix : avorter, abandonner l'enfant, affronter la société.

L'avortement, illégal, expose la femme à un danger réel pour sa santé. Pourtant, l'avortement clandestin reste une option très prisée puisque l'on estime à plus de 800 le nombre d'actes pratiqués chaque jour.

Si la grossesse, cachée comme un terrible secret par tout l'entourage, est menée à son terme, le bébé est souvent abandonné. Les chiffres communiqués parlent de 24 bébés abandonnés sur les 153 naissances illégitimes chaque jour.

Enfin, il y a celles qui affrontent la société en devenant mères célibataires, l'un des statuts les plus difficiles à porter.

Quel que soit le choix fait par la femme, il est rarement source de satisfaction voire même de soulagement. La détresse, la douleur et la culpabilité font forcément partie du voyage.

Dans ce triste paysage, Solidarité féminine (https://www.facebook.com/solfem), présidée par Aicha Echenna, est un rayon de lumière. L'objectif de cette association devenue le porte-étendard de la mère célibataire au Maroc est de faire de l'enfant né hors mariage non pas un problème, mais une joie. L'association mène des programmes de réinsertion et de formation professionnelle, soutenus par de bonnes âmes. Au sein de Solidarité féminine, on apprend aux mères célibataires à lire et à écrire, mais aussi leur faire connaître leurs droits sous toutes leurs formes. Car l'objectif, à terme, est bien de leur offrir une indépendance aussi large et sereine que possible.

Pendant que ces mamans travaillent, leurs enfants sont pris en charge dans les crèches mises à leur disposition par l'association. Un centre d'écoute pour le côté psychologique, des négociations avec l'entourage pour rétablir les liens familiaux, et un accompagnement dans les démarches administratives font également partie des actions.

L'administration, justement. L'enfant né hors mariage peut être déclaré à l'état civil depuis la réforme de la Moudawana, le code du statut personnel marocain, de 2004. Pour autant, il n'a un lien de filiation qu'avec sa mère, dont il porte le nom. Lors de la déclaration de naissance, une liste de prénoms est imposée avec comme autre obligation de le faire précéder de l'attribut « Abd ». Une manière d'inscrire à vie le défaut de légitimité.

Double combat

Aicha Echenna a grandi dans une famille où il était interdit de porter un quelconque jugement sur les enfants nés hors mariage. Un terreau favorable à son engagement, qu'elle a préféré associatif, pour avoir les mains libres. Quand on lui demande pourquoi Solidarité féminine, elle répond toujours par une anecdote, l'histoire de cette très jeune femme, venue abandonner son bébé. Quand elle a tendu l'enfant à l'assistante sociale, elle était en train d'allaiter. Arracher cet enfant du sein a été violent. Et les cris de ce nouveau-né, fraîchement séparé de sa mère, ont longtemps résonné dans l'esprit d'Aicha.

Œuvrer pour les mères célibataires est un double combat : celui de protéger les femmes et de les amener vers leur autonomie, mais aussi celui de rendre à leurs enfants une vraie place de citoyen.

Aujourd'hui unanimement reconnue et respectée, Aicha Echenna a dû elle-même faire face au jugement. Soupçonnée d'être elle aussi une mère célibataire, ou une mauvaise mère en raison de ses engagements, elle a été condamnée par des mosquées du pays pour soutien à la prostitution.

Il a fallu rien moins qu'une intervention royale pour qu'elle puisse continuer son travail. Un engagement aujourd'hui reconnu aussi bien au Maroc, où elle a reçu de nombreuses distinctions, qu'à l'international.

L'ECONOMISTE

Faire de l'enfant illégitime, non pas un problème, mais une joie. Tel est l'engagement de Solidarité féminine, présidée par Aicha Echenna, devenue le porte-étendard de la mère célibataire au Maroc. *Photo L'Economiste*

Au Maroc, on moissonne le brouillard

Le projet de moissonnage du brouillard est situé dans les montagnes marocaines de Ait Boutmezguida, à 1 225 m d'altitude. Pour la première fois dans l'histoire de cette région, l'accès à l'eau potable sera instantané dans les foyers. *Photo Dar Si Hmad*

Fatiha NAKHLI (L'Économiste/MAROC)

Pour la première fois en Afrique du Nord, un projet-phare inédit consiste à collecter de l'eau de brouillard pour fournir de l'eau potable à toute une population. Ce projet baptisé « Moissonner le brouillard » a été lancé dans les montagnes d'Ait Boutmezguida au Maroc, à 1 225 m d'altitude. Une région où le manque d'eau freine le développement économique et rend le quotidien des habitants difficile.

En raison de cette situation de stress hydrique, les femmes et filles de la région de Souss passent trois heures et demie chaque jour à chercher de l'eau dans des conditions difficiles, au lieu de travailler ou d'aller à l'école. Or une alternative existe : collecter l'eau du brouillard.

C'est sur ce projet, unique en Afrique du Nord, que l'association Dar Si Hmad pour le développement, l'éducation et la culture a travaillé. Après six années de recherche scientifique, cette ONG, a implanté ce système dans cinq villages, deux écoles et une medersa de la commune rurale de Tnin Amellou, Caidat Mesti, relevant de la Province de Sidi Ifni. Objectif, contribuer à l'émergence de meilleures conditions de vie pour les populations rurales.

Le système consiste en un filet, tendu entre deux pôles, qui attrape les gouttelettes d'eau présentes dans le brouillard. Grâce au vent qui le pousse, le brouillard traverse le filet, se condense en gouttes qui tombent dans un contenant placé sous l'unité.

Bien sûr, avant de mettre en place un tel projet, il faut analyser les conditions météo et la topographie de la région. Il faut aussi une période expérimentale d'au moins une année pour établir une bonne moyenne de collecte d'eau. Une réelle volonté de la part de la communauté de s'engager dans le projet et la mise en place d'un système pour sa durabilité dans le temps sont également indispensables à sa réussite.

La période expérimentale de ce projet s'est étalée sur pratiquement cinq ans. Les quantités d'eau récoltées ont été mesurées chaque jour. Et après cinq années d'observation, Dar Si Hmad a obtenu le deuxième meilleur résultat mondial après Oman (où un système similaire a été installé) avec 10,5 l/m2 par jour.

Parallèlement, des femmes des zones rurales ont reçu une formation sur l'utilisation des téléphones pour pouvoir assurer un reporting régulier, via SMS et appels téléphoniques, sur le fonctionnement du système de distribution.

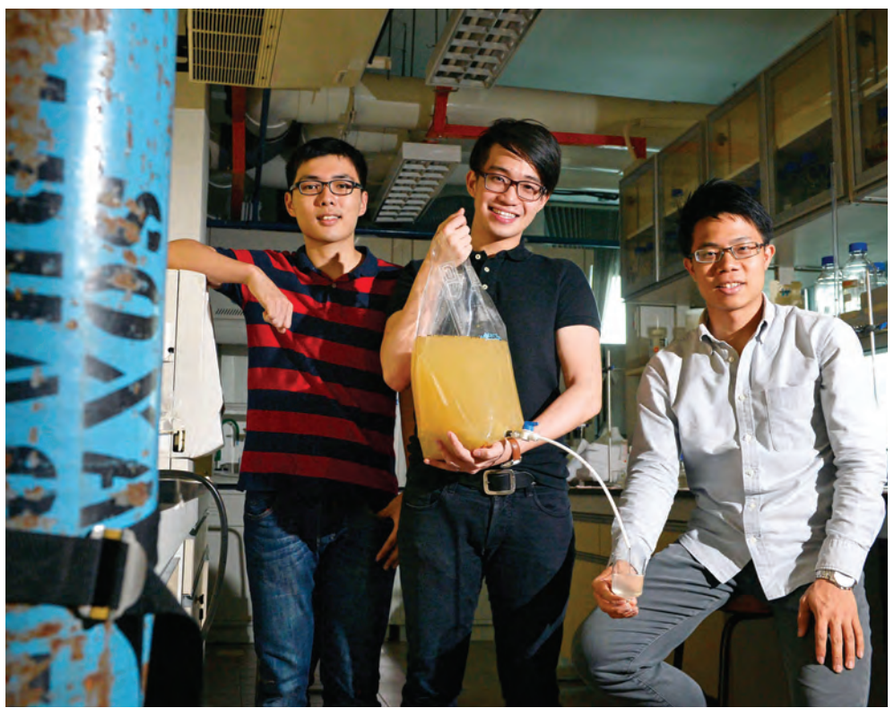
Un système de distribution qui bénéficie à une population résidente de 400 personnes, soit 80 ménages. En plus du cheptel qui représente une importante source de revenus dans la région. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de cette région, l'accès à l'eau potable sera instantané dans les foyers.

Il ressort des conclusions de l'étude qui évaluent l'impact de la livraison de l'eau dans les ménages, que les femmes se sentent soulagées. Autre résultat positif du système : moins de dégradation naturelle et moins de maladies liées à l'eau. À l'école du village, on apprend aussi aux enfants à reconnaître la qualité de l'eau, ressource rare et précieuse, et surtout à en prendre bien soin.

L'ECONOMISTE

Filtrer l'eau dans un sac

Olivia HO (Straits Times/SINGAPOUR)



Vincent Loka, Lim Chong Tee et David Pong, inventeurs d'un nouveau système de filtrage de l'eau. *Photo Mark Cheong*

Il ne pèse pas plus de 300 grammes, rentre facilement dans un sac à dos et ressemble grosso modo à un sac plastique. Mais cet appareil tout simple peut sauver la vie de gens qui n'ont pas accès à l'eau potable.

Le sac, baptisé Fieldtrate Lite, permet de filtrer de l'eau sale, comme des eaux fluviales, à travers une membrane et de la transformer en eau potable.

Le Fieldtrate Lite est né de l'imagination de WateROAM, une start-up singapourienne qui dessine des filtres à eau portable destinés aux victimes de catastrophes ou aux communautés rurales n'ayant pas accès à l'eau propre.

L'entreprise sociale, fondée en août 2014, est dirigée par quatre jeunes hommes : David Pong, 26 ans, Lim Chong Tee, 24 ans, Vincent Loka, 22 ans et Pooi Ching Kwek, 27 ans, tous étudiants à l'Université nationale de Singapour (NUS).

Le système de filtre qu'ils ont conçu ne coûte que 35$, est d'une utilisation aisée et fonctionne sans électricité. En une heure, un sac plein de six à dix litres d'eau peut être filtré, et le système peut servir à un ménage de cinq à sept personnes.

À ce jour, les filtres de WateROAM fournissent de l'eau potable à environ un millier de personnes, dans trois pays. Parmi les bénéficiaires, un orphelinat à Bintan en Indonésie, un village près de Phnom Penh au Cambodge, et les victimes des inondations de décembre dernier à Kelantan en Malaisie.

Aujourd'hui, un nouveau prototype de filtre, Fieldtrate X, pouvant traiter de l'eau contaminée à l'arsenic, est testé par le gouvernement du Bangladesh.

THE STRAITS TIMES

Solidifier la pluie

Claudia VILLANUEVA (Excelsior/MEXIQUE)

Un scientifique mexicain a inventé un moyen capable de pallier au manque d'eau pour l'agriculture dans diverses régions du Mexique et du monde, une « pluie solide ».

Cette innovation est un composé d'acrylate de potassium capable de stocker jusqu'à 200 fois son poids en eau, sans causer la moindre nuisance environnementale et sans déclencher de réactions chimiques nocives, quel que soit le type de sol.

Ce procédé permet ainsi de stocker l'eau de pluie, de réduire l'exploitation des ressources d'eau douce tout en permettant de conserver cette eau de pluie n'importe où, même dans des toiles de jute.

Ces « capsules », comme les appelle leur créateur Sergio Rico, peuvent retenir l'eau pendant plus d'un an et peuvent être « semées » avec les graines pour assurer leur germination.

La proportion idéale est de quatre « capsules » par graine, chacune contenant l'équivalent d'un litre d'eau. Pour couvrir un hectare, il faut compter mille dollars de « pluie solide », ce qui reste, comparativement, un prix assez faible.

EXCELSIOR

L'eau stockée en poudre.

IMPACT Journalism Day by spark news

Sparknews est une entreprise sociale dont la mission est de sourcer, partager les initiatives positives via les grands médias et d'inspirer les entreprises pour innover et contribuer à un monde meilleur. Nous remercions nos journaux partenaires, AXA, Total, ADP et Ashoka.
Nous contacter : **impact@sparknews.com**

À l'initiative de Sparknews, les plus grands médias internationaux se mobilisent pour le journalisme de solution. **Et si vous preniez le relais ?**

Partagez
une photo de vous avec votre journal sur les réseaux sociaux, avec les @ et les hashtags :

#ImpactJournalism
@sparknews
@LOrientLeJour

Les meilleures photos seront récompensées par une rencontre avec les rédacteurs en chef.

Participez
à des **ateliers brainstormings** pour résoudre les défis des projets avec Make Sense.

Plus d'infos sur
sparknews.com/ijd/makesense

Proposez
votre projet ou un projet que vous connaissez qui mériterait d'être médiatisés dans 45 journaux. Rendez-vous sur
sparknews.com/ijd

AXA redefining / standards

AXA, partenaire fondateur de l'IJD
En cohérence avec les initiatives de protection menées par le Groupe, Axa a choisi de s'associer à l'Impact Journalism Day 2015 qui valorise les solutions positives à travers le monde. Améliorer la protection, c'est d'abord mieux comprendre et prévenir les risques auxquels on est exposé. C'est pourquoi AXA soutient la recherche universitaire dans le monde, via le Fonds AXA pour la recherche, une initiative originale de mécénat scientifique. C'est aussi mieux connaître les solutions existantes pour se protéger. La page AXA People Protectors rassemble 1,5 millions de fans dans 49 pays qui partagent des projets et des idées pour mieux protéger nos proches et notre environnement. Les articles de l'Impact Journalism Day seront mis en avant sur facebook.com/axapeopleprotectors — *@axa*

TOTAL COMMITTED TO BETTER ENERGY

Total, partenaire Accès à l'énergie de l'Impact Journalism Day. Deuxième acteur mondial de l'énergie solaire, Total investit également dans les nouveaux modèles durables pour l'accès à l'énergie — *@total*

AÉROPORTS DE PARIS

Aéroports de Paris est partenaire de l'Impact Journalism Day et lui offre ainsi une visibilité exceptionnelle dans ses terminaux, notamment dans le terminal 2E, classé par la dernière étude SKYTRAX, 6e meilleur terminal au monde — *@aeroportsParis*

100 chercheurs, soutenus par le Fonds AXA pour la Recherche, aident à mieux appréhender les effets du changement climatique

Des algues pour lutter contre la pollution

Algopack, le petit poucet français de la biochimie, remplace le pétrole par des algues pour produire du plastique.

Caroline de MALET (Le Figaro/FRANCE)

Remplacer le pétrole par des algues pour fabriquer du plastique ? Vu le prix du baril de pétrole et la pollution mondiale par ce matériau, l'idée semble géniale. Depuis plus de quinze ans, Rémy Lucas, descendant d'une famille de goémoniers bretons, a, fort de son expérience dans l'industrie pétrochimique, en tête de donner corps à cette idée.

Ce rêve est en passe de se réaliser. La société Algopack (http://www.algopack.com/), qu'il a fondée il y a cinq ans, est aujourd'hui en pointe dans cette technologie de transformation des algues. Le principe est simple en apparence : extraire des algues brunes une poudre à laquelle sont ajoutés des adjuvants végétaux pour produire des granules, qui, envoyées chez des plasturgistes, servent à la fabrication de produits finis. Laminés destinés à l'ameublement, bouchons d'emballage, pots de fleurs ou encore urnes funéraires *(notre photo)* : les usages de ce matériau sont multiples. Mais pas déclinables à l'infini. Car, à la différence du premier produit lancé par la société, Algoblend, composé à 50 % d'algues et 50 % de plastique, le dernier-né de la gamme, Algopack n'est pas transparent mais brun foncé, comme les algues, dont il est composé à 100 %. Et s'il est possible de le colorer dans la masse, il ne peut guère devenir translucide. Ce qui fait dire à Rémy Lucas : « Nous n'irons jamais sur le marché des bouteilles d'eau. »

Respect de l'environnement

En dépit de ce petit handicap, cette matière première présente de nombreux avantages. D'abord, cette ressource naturelle existe en quantités infinies. Et même si sa production est saisonnière, on peut la cultiver. C'est précisément ce que fait Algopack dans la baie de Saint-Malo en Bretagne, avec des aquaculteurs. L'algue peut même être stockée des années. Ensuite, elle est bon marché : il suffit de la récolter en mer. Et des déchets industriels d'algues (dont l'industrie cosmétique a déjà extrait certaines substances), encore moins chers, font tout aussi bien l'affaire. Du coup, Algopack est vendu 1 500 euros la tonne, contre 2 000 euros pour la plupart des bioplastiques (issus de céréales ou de canne à sucre) et 1 200 euros pour le plastique. Enfin, il est respectueux de l'environnement. L'algue n'a besoin pour croître ni d'engrais ni de pesticides, et de très peu d'eau. Elle séquestre du gaz carbonique (961 kilos par tonne pendant sa croissance) et rejette de l'oxygène, indispensable à la croissance du plancton. En fin de vie, les produits finis se décomposent en douze semaines en terre, contre quatre à dix siècles pour les matières plastiques, et cinq heures en mer. Dans tous les cas, ils jouent le rôle de fertilisants. À noter aussi que ce matériau ne contient ni bisphénol A ni phtalate.

Applications mondiales

L'inventeur s'est déjà fait remarquer : lauréat des concours Crisalide Éco-activités et Innova'Bio en 2011, il a remporté l'an dernier le Grand Prix Business durable chimie verte Total-BFM. Algopack représente même un espoir pour les habitants des Antilles et de Guyane envahis par la pollution des algues sargasses, d'une ampleur inédite actuellement. L'expédition 7e Continent, qui encourage le développement d'alternatives aux matières plastiques, s'y est associée pour résoudre cette problématique. Bonne nouvelle : les tests d'Algopack ont montré que son procédé pouvait s'appliquer à cette espèce d'algues. Algopack a également été testé avec succès sur plusieurs continents, au Japon, en Chine, en Afrique du Sud, au Chili et au Canada. De formidables débouchés qu'Algopack envisage sous forme de licences accordées à des industriels locaux.

Mais le chef d'entreprise est prudent : « Nous avons préféré sécuriser la ressource avant de signer des contrats plutôt que risquer de ne pas être en mesure de répondre à la demande. » Aussi la production n'ayant démarré qu'en 2013, le chiffre d'affaires demeure modeste, à 120 000 euros en mai 2015. Il devrait atteindre 1 million d'euros au cours du prochain exercice. Car le procédé séduit de nombreux clients, comme Leclerc (jetons de chariots), Orange (coques de téléphone), Sagemcom (Livebox) ou Biocoop (aménagement de 300 magasins).

Toujours en phase pilote, Algopack va accélérer son développement en passant à une phase industrielle en 2016. Son parc de 12 hectares de culture d'algues doit être étendu à 145 hectares. Le site de production doit déménager pour atteindre mille mètres carrés. « D'ici à cinq ans, nous pensons atteindre une trentaine de millions de chiffre d'affaires et créer une trentaine d'emplois », confie Rémy Lucas. Autant de développements qui représentent plus de 5 millions d'euros d'investissements. D'où la levée de fonds actuellement en cours.

Alors que des groupes pétroliers mondiaux s'intéressent également à ce créneau, ce nouveau moyen d'assainir la planète n'a pas fini de faire parler de lui : près de 269 000 tonnes de plastique polluent la surface des océans...

Voir aussi la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=hIOkdKPWImg

LE FIGARO

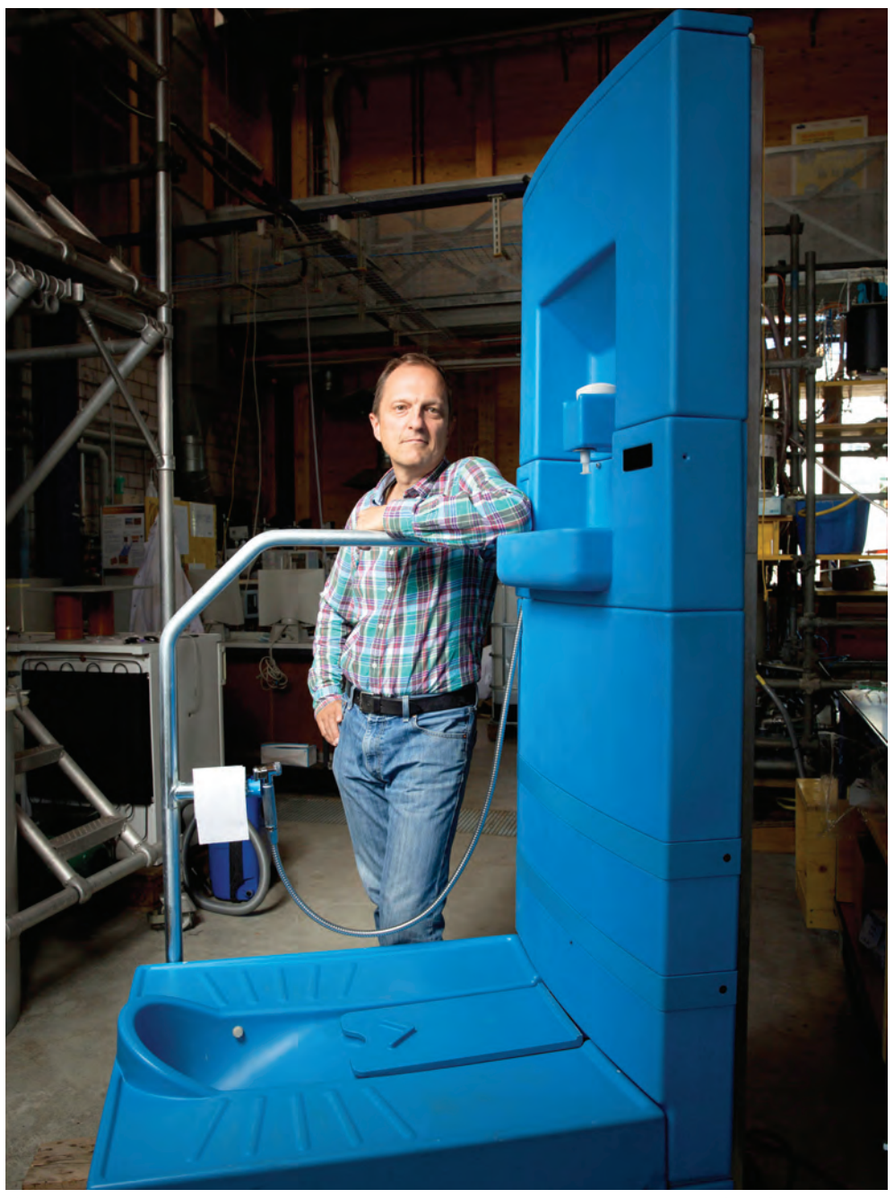
Réinventer les toilettes

Un tiers de l'humanité n'a pas accès à des W-C dignes de ce nom. Pour résoudre ce problème, une équipe suisse a mis au point des latrines d'un nouveau genre.

Bertrand BEAUTÉ (24 Heures/SUISSE)

« Aujourd'hui dans le monde, 6 milliards de personnes possèdent un téléphone portable, mais seulement 4,5 milliards ont des toilettes décentes. » En une phrase, Kristèle Malègue, coordinatrice de la Coalition Eau – une ONG qui milite pour l'assainissement de l'eau –, résume la situation : un tiers de l'humanité n'a pas accès à des installations sanitaires adéquates et un milliard de personnes défèquent en plein air. « Ce manque, qui reste tabou dans la société, est un véritable scandale. Il induit de graves conséquences sur la santé des populations, la nutrition, l'éducation, l'économie et l'environnement, poursuit Kristèle Malègue. Chaque année, 1,5 million d'enfants décèdent des suites d'une maladie diarrhéique, provoquée par la consommation d'eau contaminée par des matières fécales. »

Afin de résoudre ce problème, des chercheurs suisses de l'Eawag (Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux) et le bureau de design viennois EOOS ont créé des latrines d'un nouveau genre, baptisées « Blue Diversion », dans le cadre du concours « Reinvent The Toilet Challenge (RTTC) », organisé par la Fondation Bill & Melinda Gates. « Les toilettes à chasse d'eau, communément utilisées dans les pays industrialisés, semblent une solution idéale. Mais leur installation dans les pays en développement s'avère difficile. Dans beaucoup de lieux, les infrastructures – égouts et stations d'épuration – sont inexistantes. Et la quantité d'eau nécessaire pour tirer la chasse fait souvent défaut. Quant aux modèles à fosse, ils ont très peu évolué au cours de l'histoire et ne satisfont pas aux exigences hygiéniques, souligne Christoph Lüthi, responsable du projet à l'Eawag. Nous avons voulu créer un type de W-C complètement nouveau, qui ne nécessite pas d'infrastructures lourdes, tout en offrant une propreté irréprochable. »



Christoph Lüthi, responsable du projet à l'Eawag, et un exemplaire des toilettes « Blue Diversion ». *Photo Eawag/EOOS*

Concrètement, Blue Diversion se présente comme des toilettes dites « à la turque » en plastique bleu, présentant deux trous: l'un pour l'urine et l'autre pour les fèces. « Cette séparation vise à faciliter l'élimination des pathogènes et à économiser l'eau », explique Christoph Lüthi. Grâce à un procédé de nitrification, les urines sont transformées sur place en engrais. Mais la grande nouveauté réside dans le circuit d'eau autonome intégré. « Nous avons doté nos toilettes d'une douchette permettant d'assurer le nettoyage du W-C, mais aussi l'hygiène anale telle qu'elle est pratiquée dans grand nombre de pays, ainsi qu'un lavabo pour le lavage des mains, détaille Christoph Lüthi. À chaque fois que l'eau coule, une valve ferme automatiquement les réservoirs à urine et à fèces. Cela permet une récupération quasi-totale du liquide. »

Soumise à un traitement biologique interne, cette eau souillée est désinfectée par un filtre à membrane fonctionnant par gravité. Puis, un système d'électrolyse, alimenté par l'énergie solaire, produit du chlore et empêche ainsi la formation de bactéries indésirables. « Ce système breveté permet de traiter 1,5 litre par heure, ce qui est suffisant puisqu'au total l'appareil contient 60 litres. L'eau produite est consommable, même si nous ne le conseillons pas, puisque cela oblige ensuite à remplir le réservoir, poursuit Christoph Lüthi. En utilisation normale, un à deux litres sont perdus chaque semaine. »

En 2013, un premier prototype du Blue diversion a été testé avec succès en Ouganda, en collaboration avec l'Université Makerere. « Lors des essais à Kampala, les populations ont très bien accueilli l'appareil, raconte Christoph Lüthi. Cette première expérience nous a également permis d'identifier certains défauts. Depuis, nous avons réduit la hauteur de la toilette et amélioré l'hydraulique du système. » Un nouveau prototype est désormais en test à Nairobi, au Kenya, et Blue Diversion a remporté, en 2014, le prix d'innovation décerné par l'International Water Association (IWA).

« Nous recherchons maintenant des partenaires industriels et des investisseurs afin de pouvoir produire une quantité plus importante d'unités, poursuit Christoph Lüthi. L'industrialisation permettra de diminuer le coût. L'objectif est d'atteindre un prix de vente de 500 dollars par appareil, pour une utilisation prévue de dix ans. »

Trop cher pour les pays concernés ? « Le manque de toilettes concerne particulièrement l'Afrique subsaharienne, où seulement 30 % de la population a accès à des sanitaires décents. Mais pas seulement. En Inde, près de la moitié de la population est obligée de faire ses besoins en plein air et même en Europe encore 20 millions de personnes sont privés d'installation de qualité, rappelle Kristèle Malègue. Un seul appareil ne réglera pas les problèmes de tous. En fonction des situations, il faut imaginer différentes approches. »

Blue Diversion pourrait ainsi se faire une place dans les régions reculées. « Les besoins se trouvent surtout en Afrique et en Inde, confirme Christoph Lüthi. Mais nous imaginons aussi que nos toilettes pourraient être utiles ailleurs, notamment dans les refuges de montagne ou les villages éloignés, qui n'auront jamais accès au réseau d'assainissement des eaux usées. Par ailleurs, le système de purification de l'eau que nous avons développé intéresse aussi certains pays, indépendamment des toilettes, parce qu'il produit de l'eau potable. »

En attendant, les chercheurs se penchent désormais sur la question des fèces. « Pour le moment, notre système ne permet que la transformation des urines en engrais. Les selles, elles, doivent être évacuées, ce qui pose problème en raison des pathogènes qu'elles contiennent, explique Christoph Lüthi. Nous travaillons sur un système permettant de brûler ces résidus solides qui, je l'espère, sera opérationnel d'ici à la fin 2015. »

24 heures

Original Unverpackt, le supermarché garanti zéro emballage

S. HERVY (L'Actu – Mon Quotidien/ALLEMAGNE)

Ici, pas de boîte ou de barquette pour les biscuits, pas de bouteille pour l'huile, pas de tube pour le dentifrice…

Depuis la mi-septembre 2014, le supermarché Original Unverpackt (ce qui signifie « sans emballage d'origine »), à Berlin, propose toutes sortes de produits sans emballage à ses clients. Ces derniers viennent avec leurs sacs, boîtes et bocaux et les remplissent eux-mêmes avec la quantité des produits dont ils ont besoin : café, huile d'olive, riz, pâtes, savon... Tout est proposé en vrac pour éviter le gaspillage lié aux nombreux emballages. Les clients peuvent même venir avec leurs bouteilles et les remplir de vin ou de bière. Le magasin propose aussi des sacs en papier recyclé ou des récipients réutilisables.

Derrière ce concept original et salvateur pour la planète qui a reçu plusieurs récompenses, se trouvent deux jeunes Berlinoises horrifiées par l'abondance d'emballages, certains pesant, parfois, plus lourd que le produit qu'ils contiennent.

Avec leur magasin, les deux étudiantes allemandes veulent encourager une écologie préventive.

Deux étudiantes sensibles à la question de la protection de l'environnement depuis un moment. L'une d'elles avait, par exemple, déjà travaillé dans la communication et le marketing d'un supermarché écolo de produits végétaliens dans lequel il y avait aussi trop d'emballages.

« La nature a déjà "emballé" les fruits et les légumes avec leur peau, leur protection. À quoi bon un emballage plastique supplémentaire ? C'est idiot », expliquait Milena Glimbovski, 24 ans, cocréatrice d'Original Unverpackt, lors du lancement du supermarché.

Le but de cette initiative est double. Il s'agit, d'abord, de réduire la quantité d'emballages qui viennent bourrer les poubelles et qu'il faut ensuite recycler (et encore tous les emballages ne sont pas recyclables).

Il faut savoir qu'en moyenne, chaque année, les emballages représentent en France un quart, en poids, des déchets jetés par les familles.

Le second effet positif de ce magasin entièrement écolo est de lutter contre le gaspillage alimentaire. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), un tiers de la production alimentaire mondiale est gaspillée, perdue ou jetée. Soit environ 1,3 milliard de tonnes de denrées alimentaires.

Des épiceries de ce genre ont déjà été ouvertes en Italie, en Autriche et en France. Mais le but des deux étudiantes est de créer une vraie chaine de supermarchés « zéro emballage » en Allemagne.

Voir aussi la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=W3Gu4qTvbJU

Mon Quotidien

Dans le magasin Original Unverpackt, à Berlin, aucun emballage.

Un bus propre qui roule grâce aux excréments…

A. TARIEL (L'Actu – Mon Quotidien/ALLEMAGNE)

Au Royaume-Uni, un bus circule depuis peu entre la ville de Bath et l'aéroport de Bristol grâce à du biogaz un peu spécial. Ce carburant est produit à partir de déchets alimentaires et des excréments des habitants de la région, qui sont récupérées dans les eaux usées de la station d'épuration locale.

Comment est-ce possible ? En se décomposant, tout cela produit un gaz : le méthane. Ce dernier est mélangé avec un autre gaz, le propane. On obtient alors un carburant permettant de faire rouler un bus.

Ainsi, grâce aux déchets produits par une famille de 5 personnes en une année, un car transportant 40 personnes peut rouler 300 kilomètres. Cette nouvelle source d'énergie est beaucoup moins polluante que l'essence, car elle rejette très peu de gaz à effet de serre, un gaz qui contribue au réchauffement de la planète. À titre de comparaison, il rejette 80 % d'oxyde d'azote et un quart de CO2 en moins qu'un moteur diesel.

Et que les usagers de ce moyen de transport soient rassurés : Ce « bus aux excréments » appelé biobus ne dégage aucune mauvaise odeur !

« Il améliore la qualité de l'air et surtout il circule grâce aux personnes vivant dans la région. Sûrement aussi grâce à celles qui prennent le bus, a déclaré avec humour le directeur de l'entreprise GENeco qui construit le véhicule, au journal britannique *The Telegraph*. Et le bus ne cache pas sa source étonnante d'énergie, il l'affiche même en gros ! Sur le côté du bus, on peut voir des personnes assises sur des toilettes en train de faire leurs besoins, en lisant un journal ou en écoutant de la musique. »

Le premier biobus britannique. *Photo Wessex Water/REx*

Cette initiative bénéfique pour l'environnement affiche la volonté de la ville de Bristol de s'engager pour limiter l'impact du réchauffement climatique. Depuis janvier 2015 et pour un an elle a d'ailleurs été désignée capitale verte européenne 2015.

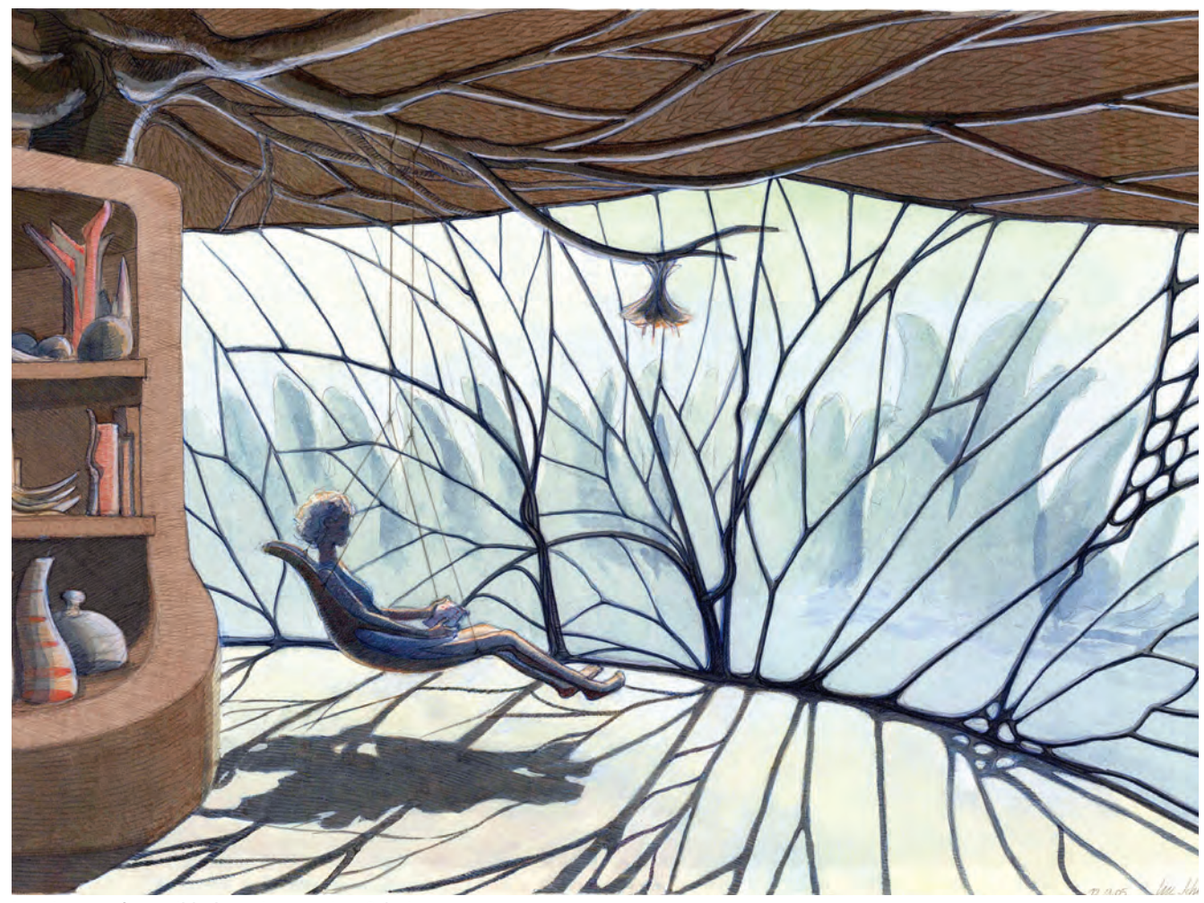
Le bus avait d'abord roulé pour un test en novembre 2014, mais depuis ce printemps, il a été mis en service sur une ligne régulière. Des écoliers aussi prennent ce bus et ils sont ravis.

En Norvège, la ville d'Oslo fait déjà rouler une centaine de bus avec du biogaz issu des déjections humaines collectées dans les eaux usées de la ville. D'autres villes d'Europe réfléchissent à utiliser des excréments et des déchets comme biocarburant pour faire fonctionner un moyen de transport. D'autres applications sont aussi envisagées, comme la possibilité de faire chauffer des maisons. Cette source d'énergie recyclée a sans doute un bel avenir, car elle est peu chère et totalement inépuisable !

Mon Quotidien

Luc Schuiten, un architecte aux frontières de la pensée écolo

Une ville végétale, par Luc Schuiten.



Intérieur au fauteuil balançoire, par Luc Schuiten.

Daniel COUVREUR
(Le Soir/BELGIQUE)

Fils d'architecte, Luc Schuiten dessinait, enfant, des arbres vengeurs. Plus tard, ce précurseur a bâti sa première maison dans les bois, à l'orée de Bruxelles : une simple charpente, une verrière ouverte sur le ciel et des capteurs solaires sur le toit pour habiter en symbiose avec la Terre. Adepte du lâcher de papillons, le jeune pionnier de la bio-architecture va grandir avec l'idée que la planète est en danger et que l'homme doit trouver des solutions à ce malaise. Pour y parvenir, il rêve de pouvoir construire sans détruire l'environnement, d'épouser les contraintes de la nature. « Quelle que soit la beauté d'un édifice, c'est un acte vain s'il n'est pas en accord avec la Terre, affirme ce visionnaire. Le réchauffement climatique est une grande douleur. On fonce à toute vitesse vers un mur. Je propose d'accélérer moins vite. Je veux redonner de la force à l'imagination. »

Dans le souci de préserver l'écosystème, Luc Schuiten imagine de nouvelles formes d'habitat humain. Son idée est simple : pourquoi ne pas utiliser les organismes naturels comme matériau de base ? C'est le concept de « l'archiborescence ». Il voyage aux frontières de la pensée écologique à travers un travail poétique visant à préserver l'environnement. Son crayon trace les perspectives nouvelles d'un monde futur épanouissant, libéré des énergies fossiles et de la pollution.

Sur sa table à dessin bourgeonnent des plans de rues et de cités végétales ou de véhicules propres. De son atelier est sortie une voiture à énergie renouvelable fuselée à l'image d'une feuille d'arbre emportée par le vent. Son imaginaire anticipe l'avenir de l'humanité à partir d'une esthétique radicalement nouvelle, en rupture avec les règles classiques de l'aménagement du territoire. Luc Schuiten explore, invente l'avenir en s'inspirant des processus biologiques : des coquillages produisent du biociment et des insectes du bioverre. Dans sa ville mutante, l'architecture épouse les caractéristiques des organismes vivants.

Bâtir un futur différent

Son archiborescence est aussi une métamorphose de nos modes de pensée. Elle postule d'autres interactions entre l'homme et la nature que celles que nous connaissons aujourd'hui. Sa ville n'est pas linéaire. Elle ne célèbre ni le béton ni le fer. Inscrits dans la philosophie du développement durable, ses « habitarbres » poétisent l'espace pour répondre au souci du mieux-vivre ensemble. Luc Schuiten ne s'impose qu'une seule règle, celle de l'équilibre entre l'homme et la planète, aux antipodes du brutalisme des villes modernistes édifiées sur le pillage des ressources naturelles.

« Imiter la nature et les arbres pour créer une nouvelle forme d'habitat. C'est ça, le principe de la cité archiborescente et des habitarbres : des maisons qui poussent comme des arbres et dont les murs sont en biotextiles. La structure d'un habitarbre est un figuier étrangleur, dont la croissance est orientée par des tuteurs pour former une maison durable. L'arbre est la plus belle chose que la nature ait produite. Quel dommage de le tuer, de le couper et de le torturer chimiquement pour construire ! De là, l'idée de ces habitarbres vivants pour bâtir un futur réellement différent de celui qu'on nous propose aujourd'hui. »

Dans la lignée de Léonard de Vinci

L'architecte belge admet que son travail revêt une dimension profondément utopiste. Les responsables politiques se montrent plutôt frileux face à ses projets. Un ministre bruxellois avait approuvé son plan de végétalisation des façades du quartier européen de Bruxelles. Son successeur s'est toutefois empressé de l'enterrer. Des enchevêtrements de feuilles et de branches aux fenêtres du Conseil européen, ça ne faisait pas très sérieux. Et puis comment accorder du crédit à un architecte circulant en voiture électrique à pédales ? Luc Schuiten appartient à cette race des génies incompris. Un de ses prototypes destiné à résoudre les problèmes de mobilité, « l'ornithoplane à ailes battantes », établit une filiation directe avec les drôles de machines de Léonard de Vinci.

Au XXIe siècle, les pouvoirs politiques semblent avoir perdu la capacité de voir au-delà d'une échéance électorale. Le regard de Luc Schuiten va, au contraire, là où le regard ne porte pas. Il remet le temps biologique au centre de la société et propose un avenir libéré de l'immédiateté. Sa pensée lit dans l'avenir du monde, à mille ou dix mille ans. Il s'intéresse aux vrais enjeux du futur et s'attache à redéfinir notre hiérarchie des valeurs pour réinventer nos lieux de vie. À l'entendre, on se sent l'envie de commencer demain. Selon l'inventeur de l'archiborescence, le paradis sur terre ne serait pas bien difficile à imaginer : prenez un arbre, regardez-le avec les yeux d'un architecte et vous sentirez immédiatement l'élévation vers la sérénité.

Pour plus de détails, visitez leur site :
http://www.vegetalcity.net/?lang=en

Voir aussi la vidéo :
https://www.youtube.com/watch?v=fuF6WU1iLA4

LE SOIR

Bio express

Luc Schuiten a vu le jour à Bruxelles en 1944. Son père, l'architecte Robert Schuiten, fut un adepte du modernisme radieux. Luc ne le suivra pas sur cette voie. Après avoir décroché son diplôme d'architecture à l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles, il s'engage dans une voie radicale et révolutionnaire. Au début des années 1970, il défend la philosophie de l'autoconstruction et de la maison écologique, et rêve déjà d'archiborescence. En 1977, il signe son premier projet d'habitarbre puis concrétise sa vision d'une cité archiborescente en bandes dessinées dans l'album *Carapaces*, réalisé avec son frère, François Schuiten. En 2012, il plante les arbres d'une expérience de cité végétale à Arte Sella, en Italie. Son urbanisme futuriste a fait l'objet de nombreuses expositions à Mons, à Lyon, à Paris, à Yverdon en Suisse ou, tout récemment, à la Fondation Folon de La Hulpe, dans la périphérie de Bruxelles.

Sauver l'Amazonie avec une « marguerite »

Une organisation à but non lucratif installe des téléphones portables sur les arbres pour lutter contre l'exploitation forestière illégale dans une réserve autochtone.

Astrid CHRISTOPHERSEN
(Sparknews/BRÉSIL)

Bruissement des feuilles, bourdonnement des insectes, hurlements des singes, cris des perroquets... font la bande sonore de la jungle amazonienne. Une bande sonore parfois entrecoupée de bruits inquiétants. Ronflement d'un moteur de camion ou hurlement d'une tronçonneuse qui risquent de faire taire pour de bon la symphonie de la forêt.

En première ligne face à cette agression destructrice, les membres d'une tribu autochtone installée dans un coin reculé de la forêt amazonienne fondent leurs espoirs sur un appareil high-tech pour les aider à sauver leur environnement et leur peuple. L'appareil est conçu pour capter les bruits (moteurs de camion ou tronçonneuses) pouvant révéler la présence d'exploitants illégaux sur leur territoire.

L'appareil, fabriqué avec un smartphone recyclé et dissimulé dans la canopée, est une idée originale de Topher White, un physicien devenu un fervent défenseur des forêts. Rainforest Connection, l'organisation à but non lucratif qu'il a créée à San Francisco, s'est associé aux Tembé de l'État brésilien de Pará, à l'extrémité nord de l'Amazonie, l'épicentre de la lutte pour la protection de la plus vaste forêt tropicale au monde.

« Les Tembé croient qu'ils luttent contre l'anéantissement de leur peuple. L'enjeu est donc considérable », expliquait M. White au début d'un essai de terrain de plusieurs mois dans la réserve de ce peuple autochtone. Au cours des derniers mois, la tribu, qui compte environ un millier de membres, a affronté les groupes d'éleveurs armés qui tentent d'empiéter sur leur territoire. « L'échec n'est pas vraiment une option, même à la première tentative. »

En dépit de la mauvaise qualité du réseau – les Tembé utilisent des antennes de fortune qui génèrent un signal très faible –, les résultats des premiers tests sont encourageants. Quelques heures à peine après son installation, l'un des appareils a détecté le bruit d'une voiture et envoyé une alerte sur le téléphone de M. White.

Le fondateur de Rainforest Connection, Topher White, installant son détecteur d'exploitants illégaux.
Photo Rainforest Connection

L'idée est d'installer des appareils sur l'ensemble du périmètre de la réserve, qui couvre 6 000 kilomètres carrés. Une fois que le système sera fonctionnel, des alertes pourront être envoyées en temps réel aux quelque 30 membres de la tribu désignés comme « gardiens » par les Tembé et chargés de repousser les envahisseurs.

Le véhicule qui a déclenché l'alerte « n'appartenait pas à des exploitants illégaux ; c'était seulement une voiture qui passait par là », reconnaît M. White, ajoutant : « C'est quand même excitant, car cela montre que le système fonctionne. »

M. White, 33 ans, a eu l'idée de fabriquer cet appareil en 2011 alors qu'il était en vacances en Indonésie et qu'il faisait du bénévolat dans une réserve de gibbons. Ces singes de taille moyenne font partie des espèces de primates les plus menacées au monde.

Il savait qu'il fallait protéger leur habitat du déboisement pour leur donner une véritable chance. Mais comment localiser les exploitants illégaux lorsque les bruits de la forêt couvrent le vrombissement de leurs tronçonneuses ?

« Je me suis dit que le meilleur moyen était sans doute de capter automatiquement les bruits des tronçonneuses dans la forêt pour ensuite déterminer leur provenance, a dit M. White. Puisque la couverture mobile était plutôt bonne, je me suis dit que je pouvais développer une solution à partir de cela. »

Le dispositif qu'il a conçu ressemble à une marguerite. Il est composé d'un téléphone portable à l'épreuve des intempéries autour duquel sont installés des panneaux solaires qui assurent son alimentation. Il suffit d'accrocher le smartphone au tronc d'un arbre, à environ 35 mètres du sol, pour qu'il capte et transmette au nuage informatique (*cloud*) les sons émis dans un rayon d'environ 3 kilomètres. Un logiciel conçu pour reconnaître le vrombissement d'une tronçonneuse envoie une alerte sur les téléphones des gardes du parc lorsque de tels bruits sont détectés.

En 2013, M. White est retourné en Indonésie, dans une autre réserve de gibbons, pour tester son invention. Le dispositif a si bien fonctionné qu'il a permis à l'ingénieur et à ses collègues de stopper une opération de déboisement illégal dans les 48 heures suivant son installation. « Puisqu'il s'agit d'une petite réserve, il semble que cette expérience ait suffi à dissuader les bûcherons illégaux. Nous n'avons détecté aucune activité illégale par la suite, dit-il. Pour nous, c'est une formidable réussite, mais on ne peut pas considérer l'expérience comme une source importante de données. »

L'organisation nourrit de grandes ambitions malgré sa taille. Rainforest Connection ne compte en effet que deux employés permanents, même si ces derniers peuvent compter sur le soutien de plusieurs volontaires dévoués.

« Nous voulons montrer que le système peut être utilisé ailleurs », explique M. White par téléphone depuis une ville située à l'extérieur de la réserve des Tembé. « La meilleure façon de le faire est de travailler en collaboration avec les tribus. On suppose que le mieux, si vous voulez protéger l'Amazonie, c'est de travailler avec les gens dont l'existence même est définie par la présence de la forêt. »

Voir aussi la vidéo :
http://www.sparknews.com/fr/video/reduce-pollution-saving-rainforest-your-old-smartphone

spark news — have an impact, share solutions

L'homme qui plantait des arbres

Anwar HOSSAIN
(Prothom Alo/BANGLADESH)

Quand il était enfant, Kartik Paramanik écoutait son père lui raconter des histoires. « À quoi bon faire un pèlerinage ? Ce n'est pas en te rendant dans un lieu sacré que tu deviendras propre et pur. Si tu plantes simplement un arbre, cela t'apportera bien plus de bénédictions que n'importe quel pèlerinage », lui disait-il aussi. Les paroles de son père trouvèrent une profonde résonance chez le jeune garçon.

À dix ans, il commença à planter des arbres. Il planta le premier à l'embranchement de trois routes. Aujourd'hui, à 75 ans, il continue inlassablement ses plantations.

Katrik vit dans le village de Tarapur Thutapara, sur la frontière indienne, à une quarantaine de kilomètres de la ville de Nawabganj, dans le district de Chapai Nawabaganj (le plus oriental du Bangladesh). Avant la partition de l'Inde, sa famille habitait un autre village. La plupart de ses proches parents ont fini par passer la frontière pour s'installer en Inde. Mais son père, lui, est resté et a simplement déménagé dans un autre village.

À une certaine époque, les gens avaient des ampoules aux pieds à force de marcher dans la chaleur torride de cette région dénuée d'arbres. Ils ôtaient le *gamucha* qui leur protégeait la tête pour s'en envelopper les pieds, meurtris par la terre brûlante. C'est là que le petit Kartik a planté ses premiers arbres. Peu à peu, cette étendue de terre pelée et aride a commencé à se peupler d'arbres.

Kartik était coiffeur. Dès qu'il gagnait quelques sous, il mettait systématiquement une petite somme de côté. Avec ces économies, il achetait des plants et les mettait en terre en différents endroits, puis entourait les jeunes arbres de clôtures de bambou. À ses moments perdus, il allait s'occuper de ses protégés, les arrosant et sarclant tout autour. Certains le prenaient pour un fou mais, sourd à tous les sarcasmes, il garnit peu à peu les villages avoisinants d'arbres. Le désert devint une oasis de verdure. À ce jour, ce sont près de 20 000 arbres qu'il a mis en terre.

Kartik Paramanik et ses plants. *Photo Monirul Alam*

Ses premiers semis sont aujourd'hui d'immenses arbres qui étirent au sol leur ombrage généreux. Chacun est le résultat de son travail opiniâtre, de ses soins, de sa sueur et de sa persévérance. Il y en a partout et de toutes variétés : des banyans, des bombax, des margousiers et divers fruitiers. Ils ont surgi sur les bords de route, aux coins de rues, sur les places de marché, dans les cours d'école, autour des lieux de prière, le long des camps frontaliers, partout. La main verte de Kartik a laissé sa trace sur toute la région.

Les arbres ont été une bénédiction pour son village. Aux abords de l'école et de la « médersa », certains ont été vendus et l'argent a servi à construire un mur autour du terrain de prière. Des parents nécessiteux ont également pu vendre les arbres devant chez eux pour payer le mariage de leur fille. Chaque semaine, les marchands installent leurs étals sous l'ombre fraîche des arbres de Kartik. Mais Kartik, lui, n'a jamais demandé un sou pour son travail. Son œuvre est un acte d'amour.

Vers la fin 1984, Tariqul Islam était auxiliaire médical lorsque son métier le conduisit dans cette région. Il devait parcourir de longues distances à pied, interrompant souvent son voyage pour se reposer et s'abriter de la chaleur au pied d'un arbre. Un jour, il a appris que les innombrables arbres qui traçaient sur sa route un chemin de verdure de dix ou douze kilomètres étaient le fruit du travail et du dévouement de Kartik. Stupéfait et admiratif, il demanda à rencontrer le coiffeur. Tariqul est aujourd'hui professeur associé d'économie dans un lycée de la région.

Le 2 décembre 2003, un article publié dans le journal bengali *Prothom Alo* sous le titre « Chacun de ces arbres majestueux est un hommage à Kartik » attira l'attention du maire de la municipalité de Rajshahi. Celui-ci reçut Kartik Paramanik pour le féliciter. En 2007, la chaîne de télévision Channel I offrit à Kartik une distinction agricole. Lors de la cérémonie de remise du prix, le général de division (à la retraite) Anwarul Iqbal, qui était à l'époque conseiller par intérim du gouvernement, interrogea le vieil homme sur ses ambitions. « Je ne désire rien pour moi-même, mais il faudrait une bonne route asphaltée pour relier mon village aux zones voisines », répondit le vieil homme. Le service local des Ponts et chaussées a construit une route de sept kilomètres, qui arrive jusqu'au seuil de la maison de Kartik.

En 2013, le récit de l'initiative de Kartik a été intégré au manuel d'anglais de 5e du programme scolaire national sous le titre « *Un homme qui aime les arbres* ».

প্রথম আলো

Quand la protection de l'environnement se met au service du social

Page réalisée avec la participation de
BANQUE LIBANO-FRANÇAISE
Partenaire de vos ambitions

Le père Jean-Marie Chami n'est pas un prêtre libanais comme les autres. Derrière son visage rond et sa bonhomie se cache un homme de religion « écolo » qui a su mettre la protection de l'environnement au service de l'aide à l'insertion.

Matthieu KARAM
(L'Orient-Le Jour/LIBAN)

Jean-Marie Chami, 53 ans, n'a pas toujours été un homme de religion. Avant d'être curé de l'église Notre-Dame de l'Annonciation à Zokak el-Blatt, un quartier dans l'ouest de Beyrouth, il a suivi une formation d'architecte. Et avant cela, entre 15 et 21 ans, il était même athée jusqu'à ce qu'il « retrouve la foi de manière inattendue, lors d'un séjour en France ». L'un des dadas du père Chami est le recyclage, qu'il a commencé à pratiquer à titre individuel chez lui et dans son bureau à l'église. Puis il a côtoyé un groupe de malentendants et est devenu leur aumônier. « Un jour, j'ai reçu l'appel de personnes malentendantes qui voulaient organiser un concert. Cet appel était prophétique », explique-t-il. Mais le prélat ne s'arrête pas à cette initiative. En 1999 naît L'Écoute, une association à but non lucratif visant à subvenir aux besoins des personnes malentendantes en difficulté.

À travers L'Écoute (http://www.lecoute-ls.org), le père Chami tente une expérience : allier écologie et travail social. « Recycler, oui. Mais pour l'humain d'abord, pas seulement pour l'environnement et la nature, affirme-t-il. Sinon on passe à côté de l'essentiel. » Une philosophie inscrite dans le slogan de l'association, « Ensemble pour le recyclage de l'énergie humaine », dont la mission se résume ainsi : « Entendre tout le monde, mais écouter les plus démunis. »

Aujourd'hui, les deux piliers de l'association sont rassemblés dans un hangar de Hadeth, dans la banlieue est de Beyrouth. L'atelier emploie 17 volontaires de différentes nationalités. Il n'est pas strictement réservé aux malentendants : des personnes souffrant d'autres formes de handicap physique ou psychique, ou des personnes tout simplement en difficulté sociale, s'y activent également.

Dans ce local inauguré en décembre dernier, les volontaires trient le matériel non organique, récupéré par leurs soins auprès des 1 200 clients (entreprises et particuliers) de L'Écoute, qui dispose de 200 points de collecte à travers le Liban.

« Chaque jour, nous revendons des produits triés, en général aux usines qui recyclent papier, plastique et métal », explique le père Chami. Le business tourne rond, mais le fruit des collectes, bouteilles en plastique, sacs de la même matière, ou encore ferraille, continue de s'empiler du sol au plafond de l'atelier. En avril, le père Chami affirmait attendre dans les prochaines semaines une machine pour compresser les bouteilles en plastique afin d'améliorer le travail.

Dans un coin de l'atelier, trois volontaires sont par ailleurs chargés de désassembler du matériel électronique. Au-delà de son activité de recyclage traditionnel, L'Écoute s'est lancée dans le recyclage des produits électroniques, la « spécialité de la maison ». « On nous a dit que nous étions pionniers en la matière. Je ne peux en être sûr, mais si c'est le cas, nous nous en réjouissons », souligne le prêtre, qui s'excuse de gesticuler en parlant, « une habitude à force d'employer le langage des signes avec les volontaires malentendants ».

Imprimantes, ordinateurs, appareils électroménagers, téléviseurs… Tout est démantelé avec minutie par les volontaires. Le travail n'est pas sans risques, car des substances toxiques peuvent se dégager lors du démontage. Les fils de cuivre, les bobines et les vis métalliques sont revendus. Mais certaines pièces doivent être nettoyées pour avoir de la valeur, explique le prêtre.

Aujourd'hui, L'Écoute a réussi à créer un cercle vertueux. Sur le plan financier : l'activité de recyclage, qui rapporte entre 9 000 et 11 000 dollars par mois, permet de financer le travail social. Et, sur le plan humain, le sourire des volontaires résume tout. « Cela fait six mois que je travaille ici. Avant, je restais à la maison », explique Anthony, un jeune de 19 ans qui souffre d'infirmité motrice cérébrale. « Aujourd'hui, je suis très heureux de travailler en équipe », affirme-t-il, avec l'aide du prêtre qui fait office d'interprète.

Ahmad, qui souffre de problèmes psychiques, travaille quant à lui sur les radios, les imprimantes, les téléviseurs… « Ce qui me plaît ici ? Le fait de me sentir responsable », dit-il.

Autres bénéficiaires du programme, les réfugiés, comme Kwal, un gaillard soudanais de 48 ans frôlant les deux mètres. « J'ai beaucoup voyagé depuis que j'ai été séparé de mes parents, raconte-t-il. Je suis passé par la Libye, l'Irak, la Jordanie… Au Liban, j'ai obtenu le statut de réfugié auprès de l'Onu. J'étais parmi les premières personnes à travailler avec l'équipe de L'Écoute. »

Avec l'association, tout le monde sort gagnant : l'environnement, mais aussi les personnes en difficulté qui retrouvent à nouveau un but et une place dans la société.

Si la réussite est au rendez-vous, les obstacles demeurent. Aujourd'hui, les bénéfices vont presque totalement aux volontaires « afin que ceux-ci puissent vivre dans la dignité », souligne le père Chami. Le reste est affecté aux frais de fonctionnement de l'atelier.

Le père Chami et le chauffeur, sourd, d'une camionnette de collecte. *Photo Anne Ilcinkas*

Rien ou presque n'est réinvesti, surtout en ces moments de disette, poursuit-il, sans toutefois perdre espoir, des dons étant attendus.

Autre problème, certains clients qui voudraient être payés pour le matériel recyclable collecté par les volontaires de L'Écoute. « Partout ailleurs, les gens payent pour se débarrasser de leurs déchets ! » s'insurge le prêtre.

Ces obstacles ne suffisent pas toutefois à le décourager : « Il y a quelques années, tout ce projet aurait été impossible. Mais les choses changent et il faut toujours aller de l'avant. Tout ce travail, c'est ce qui me fait sentir vivant. C'est le fait d'être la voix des sans-voix, les yeux des non-voyants. »

Voir aussi la vidéo :
https://www.youtube.com/watch?v=QQPsxKfepso

L'Orient LE JOUR

Droits de la femme : Kafa, une ONG aux méthodes innovantes pour faire bouger la société

Au terme d'une campagne soutenue et multidimensionnelle de six ans, Kafa a réussi à faire voter au Parlement la loi pour la protection de la femme contre la violence domestique. Une victoire importante pour l'ONG, même si elle émet des réserves concernant la mouture finale du texte.

Nada MERHI
(L'Orient-Le Jour/LIBAN)

« Il n'est pas normal qu'une femme soit battue, quelle que soit sa faute. Et si en plus elle est innocente… » À Beyrouth, dans les locaux de Kafa, ONG engagée depuis sa fondation en 2005 dans la lutte en faveur des droits de la femme et des enfants, Tamara Harisi raconte son histoire à un groupe de journalistes venus recueillir son témoignage, dans le cadre d'une cérémonie organisée pour marquer le premier anniversaire du vote de la loi 293 visant à protéger la femme et les autres membres de la famille de la violence domestique.

Cette jeune femme de 22 ans, dont le cas avait défrayé la chronique au Liban en juin 2014, a côtoyé la mort lorsque son mari, de douze ans son aîné, a essayé de la brûler vive, après lui avoir asséné auparavant des « coups bien mérités » et essayé de lui crever les yeux. Tamara Harisi a enduré un véritable calvaire pendant plusieurs années avant de se décider à recourir à la loi. « Ne vous taisez pas. Ayez recours à la loi et protégez-vous avant qu'il ne soit trop tard », lance-t-elle à l'adresse des femmes qui, comme elle, sont victimes de violence domestique.

Tamara Harisi est l'une des femmes (plus de cinquante) ayant bénéficié à ce jour de la protection de la loi 293, votée le 1er avril 2014, grâce à une campagne soutenue menée par Kafa près de six ans durant. « C'est une première dans l'histoire de la société civile », assure Leila Awada, avocate et membre de Kafa (http://www.kafa.org.lb), qui souligne toutefois que l'ONG formule des réserves sur la dernière mouture du texte, qui a été en partie vidé de son sens, « mais il s'agit d'un autre combat ».

« Je pense que notre réussite est principalement due à notre façon d'agir, explique Leila Awada. Nous n'avons pas eu recours aux méthodes conventionnelles pour mener cette campagne. Notre manière de traiter avec les médias, à titre d'exemple, était différente. Les journalistes étaient nos partenaires. Ils ne se contentaient pas de couvrir des cas de femmes victimes de violence domestique, mais prenaient des initiatives et effectuaient des reportages sur les différents aspects de la cause, sur les obstacles rencontrés avec la classe politique, la mentalité machiste qui continue de prévaloir dans le pays et les chefs religieux qui craignent pour leur pouvoir… Ce qui d'ailleurs a mené à la dénaturation du texte initial de la loi. La protection de la femme de la violence domestique est devenue le cheval de bataille des journalistes. De plus, nous organisions des réunions périodiques pour réfléchir ensemble sur les mesures à prendre pour la prochaine étape. Le but n'a jamais été de mettre Kafa sur le devant de la scène, mais de mettre l'accent sur l'importance de la cause. » Ce qui n'est pas souvent le cas dans la manière d'agir des ONG.

Une autre affiche de Kafa pour sensibiliser au fait que le viol conjugal est un crime. On peut y lire : « Le viol est un crime, quel que soit son auteur ». *Photo Kafa*

Kafa a également réussi à impliquer les artistes, dont certains se sont engagés fermement dans cette cause, appelant à lutter contre la violence domestique et à protéger la femme de cette « barbarie ».

Sur le terrain, l'ONG a eu recours à des méthodes innovantes pour sensibiliser l'opinion publique à l'ampleur du problème. « Nous étions conscients que les conférences n'auraient pas l'effet souhaité, d'autant que seules les personnes directement concernées allaient y assister, souligne Leila Awada. Or nous voulions atteindre le plus grand nombre de gens possible. Nous avons alors décidé d'aller à leur rencontre, où qu'ils soient. »

Un spectacle de marionnettes et une pièce de théâtre interactive, pendant laquelle le public proposait des solutions aux problèmes exposés, ont ainsi été montés à travers le Liban. « Cela permettait aux gens de réaliser la difficulté, voire la gravité de la situation dans laquelle se trouvait la femme victime de violence domestique », constate Leila Awada. Un série télévisée intitulée *Kafa* a été produite, qui relatait les cas de femmes ayant subi toutes sortes de violences par leur conjoint. « Tous ces moyens ont contribué à mobiliser l'opinion publique », affirme l'avocate.

La classe politique n'a pas été épargnée non plus. Les photos des députés chargés de l'examen de la loi ont été collées sur les bus, « afin de faire connaître aux Libanais les parlementaires chargés d'étudier le texte ». Kafa a également mobilisé les femmes dans les différents partis politiques et étroitement collaboré avec elles. L'association a aussi rencontré chacun des 128 parlementaires. « Nous savions exactement qui étaient les députés qui soutenaient notre cause, ceux qui s'y opposaient et ceux qui avaient émis des réserves face au projet de loi », note Leila Awada.

La campagne soutenue de Kafa s'est traduite sur le terrain par une participation massive, le 8 mars 2014, à une marche organisée par l'ONG à l'occasion de la Journée mondiale de la femme pour faire accélérer la promulgation de la loi. Ce jour-là, la rue libanaise est enfin sortie de sa léthargie. Plus de 4 000 personnes, toutes origines sociales et communautés confondues, sont venues crier leur rejet de la violence faite à la femme. Trois semaines plus tard, le 1er avril, la loi était votée.

« Le 31 mai 2014, la première décision de protection judiciaire a été publiée, rappelle Leila Awada. Notre campagne avait déjà touché les magistrats qui étaient prêts à l'appliquer. »

Aujourd'hui, le combat se poursuit pour Kafa, avec deux objectifs : faire amender les articles de la loi prêtant à confusion, et pousser à l'adoption d'un code civil unifié, dans un pays où chaque communauté est régie par un code du statut personnel différent. Une situation qui porte aussi préjudice à la femme.

Voir aussi les vidéos :
http://www.kafa.org.lb/videos

L'Orient LE JOUR

Visualizing Impact , un engagement citoyen pour rendre l'information lisible

Visualizing Impact (VI) est une organisation basée à Beyrouth qui facilite la compréhension, l'accessibilité et le partage de l'information. En créant des visuels alliant données chiffrées, design et technologie, VI vise à sortir de l'ombre les problématiques sociales au Moyen-Orient.

Marie TIHON
(L'Orient-Le Jour/LIBAN)

Tout est parti d'un constat : l'information, le savoir sont essentiels au développement. De nombreuses organisations, surtout non gouvernementales, publient chaque année des dizaines de rapports. Or, ces rapports et les données qu'ils comportent sont trop souvent ignorés. En 2014, la Banque mondiale indiquait que plus de 31 % de ses rapports ne sont jamais téléchargés et près de 87 % d'entre eux jamais cités.

Contre ce gâchis, Visualizing Impact (VI), une organisation basée à Beyrouth, s'est lancé en 2012 un défi : rendre lisibles, accessibles et attrayantes ces données. Un défi motivé par un engagement citoyen touchant essentiellement la région du Moyen-Orient.

Pour relever ce défi, VI développe, à partir de ces données, des infographies, un vecteur de narration efficace, synthétique et esthétiquement plaisant.

« On essaie de proposer quelque chose de différent », explique Matthew Stender, producteur de contenus pour VI. « On combine à la fois des données et de la narration tout en cherchant le design le plus approprié pour transmettre l'information », poursuit ce jeune homme, originaire du Texas.

Le travail de VI, qui compte quatre employés installés à Beyrouth et six autres dans le reste du monde, tourne autour de l'idée que la communication visuelle est un outil essentiel pour rendre les données plus concrètes. Le visuel, souligne Jessica Anderson, manager de projet, « permet aux gens de se remémorer l'information ». « À l'aide du design, nous pouvons mettre en avant des éléments plus forts et donner un angle plus précis à l'histoire que l'on raconte », précise la jeune femme qui vient de l'Ohio.

Pour son premier projet, en 2012, Visualizing Impact s'est attaqué à un lourd dossier, celui de la Palestine. Dans ce cadre, l'organisation a élaboré des infographies illustrant les limitations en matière d'utilisation d'eau dans les territoires palestiniens, les violations de cessez-le-feu côté israélien et palestinien, ou encore les déplacements de population en Palestine. Avec ce projet, qui a pu voir le jour grâce notamment à une campagne de financement participatif, il s'agissait avant tout d'attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme engendrées par le conflit israélo-palestinien. Et ce dans un double objectif : combler le vide médiatique et mobiliser l'opinion publique.

Les visuels de Visualizing Impact, dans le cadre du projet sur la Palestine, combinent des données chiffrées, de la narration et un design adapté pour attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme engendrées par le conflit israélo-palestinien. *Photo Marie Tihon*

« Avec l'avènement d'Internet, une grande quantité d'informations sont disponibles, mais peu de données sont accessibles sur des questions de justice sociale qui concernent notamment le Moyen-Orient », note Jessica Anderson.

Pour récolter des données chiffrées et factuelles, l'équipe multidisciplinaire de VI collabore avec une vingtaine d'organisations, comme Oxfam, les Nations unies et l'Organisation internationale du travail. « Cela permet aussi de soutenir ces acteurs de la société civile », fait remarquer Jessica Anderson.

L'objectif final est d'« encourager les citoyens à se servir de ces données », explique Matthew Stender. C'est la raison pour laquelle les infographies et illustrations produites par Visualizing Impact sont en accès libre.

Les contenus élaborés par VI étant sous licence Creative Commons, n'importe qui peut les partager après les avoir téléchargés sur la plateforme en ligne de l'organisation (www.visualizingImpact .org). Une manière de promouvoir le journalisme citoyen. « Les gens se sentent plus concernés et surtout aptes à explorer par eux-mêmes les données que nous proposons », explique Matthew Stender. « Rendre des données accessibles à tous permet en outre de générer toute une communauté autour d'une initiative : de nombreux médias (dont *The Guardian* et *The Huffington Post*, NDLR) publient nos infographies, des conférenciers s'en servent pour illustrer leurs présentations, et des activistes partagent nos contenus sur les réseaux sociaux », poursuit-il.

Si VI, une organisation divisée en une branche à but non lucratif et une autre commerciale, propose des visuels adaptés en fonction du public ciblé, son travail est utilisé bien au-delà de ce cercle. Selon VI, l'année dernière, ses outils ont été utilisés lors de 35 événements dans 16 pays, touchant 2,5 millions de personnes.

Aujourd'hui, VI travaille sur une nouvelle campagne, Visualizing Egypt, financée par Mada Masr, un média égyptien indépendant. Cette campagne a pour but de mettre en image la censure abusive pratiquée par les autorités égyptiennes.

Voir aussi les vidéos :
http://visualizingpalestine.org/visuals/indiegogo-visual-stories-for-social-justice

L'Orient LE JOUR